

GUERRE COMMERCIALE DES ÉTATS-UNIS

Quel impact sur les exportations algériennes ?

La nouvelle vague de mesures tarifaires annoncées par l'administration américaine début avril 2025, sous l'impulsion du président Donald Trump, suscite de vives inquiétudes à l'échelle mondiale. Selon une note d'analyse publiée par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE), ces décisions brutales remettent en cause la stabilité du système commercial mondial et pourraient impacter directement les exportations algériennes, en particulier les produits hors hydrocarbures. P 3



BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIELS ET BIENS INTERMÉDIAIRES

**3 440,9 milliards de DA
d'importations en 2023**

Les importations en biens d'équipements industriels et biens intermédiaires progressent encore en 2023, atteignant le chiffre de 3 440,9 milliards de Dinars contre un montant de 3 166,7 milliards de Dinars en 2022. Toutefois, une baisse du rythme de hausse est perceptible sur ces dernières années passant respectivement de 17,9% en 2021 à +10,1% en 2022 et à +8,7% en 2023, selon les chiffres de l'ONS.

P 2

GÉNÉRALISATION DU PROJET DU RÉFÉRENTIEL NATIONAL D'ADRESSAGE

**L'État débloque
une enveloppe de
664 millions DA**

Un montant de 664 millions DA a été alloué pour généraliser le projet du référentiel national d'adressage (RNA) dans sa première phase qui concerne les wilayas pilotes Bouira, Sidi Bel Abbès, Ouargla et Constantine, a annoncé hier à Bouira, une représentante du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

P 3

ALGERIAN BANK OF SENEGAL

**Un lancement
prometteur
et un plan de
développement
ambitieux**



L'Algerian Bank of Senegal (ABS Bank) affiche un début d'activité "prometteur" et s'engage dans un plan de développement ambitieux, articulé autour du déploiement de la monétique, du renforcement du chiffre d'affaires et de l'appui aux exportateurs algériens, a souligné son directeur général Abdelhafid Haned.

P 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Forte orientation des
étudiants vers l'innovation
et l'entrepreneuriat** P 4

ELLES ONT AUGMENTÉ DE 2,3%
EN AVRIL 2025

**Hausse des exportations
de pétrole brut algérien** P 5

COMMERCE

**Saisie et destruction de
plus de 700 kg de viandes
avariées à Sidi Bel Abbès** P 2

COMMERCE

Saisie et destruction de plus de 700 kg de viandes avariées à Sidi Bel Abbès

Les agents de contrôle commercial et de répression de la fraude de Sidi Bel Abbès, en coordination avec les services de la Sûreté nationale et de l'inspection vétérinaire ont procédé à la saisie et à la destruction de plus de 700 kg de viandes avariées, indique dimanche un communiqué du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. Cette opération de contrôle de "la qualité" a permis la saisie et la destruction de 766 kg de viandes rouge et blanche, de merguez préparées à base de viandes congelées, d'abats d'agneau et de bœuf, de foie de bœuf, de viandes blanches marinées, de poulet farci, de brochettes et de melfouf avariées, et de graisses impropres à la consommation. "Les produits saisis ont été détruits au centre d'enfouissement technique et des mesures légales et administratives appropriées ont été prises", ajoute le communiqué, précisant que "cette opération s'inscrit dans le cadre des activités de contrôle menées durant le week-end, et des efforts quotidiens visant à protéger la santé et la sécurité des consommateurs, en application des instructions du ministre du secteur portant intensification du travail de contrôle pour réduire les risques d'intoxication alimentaire et préserver la santé des citoyens".

BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIELS ET BIENS INTERMÉDIAIRES

3 440,9 milliards de DA d'importations en 2023

Les importations en biens d'équipements industriels et biens intermédiaires progressent encore en 2023, atteignant le chiffre de 3 440,9 milliards de Dinars contre un montant de 3 166,7 milliards de Dinars en 2022. Toutefois, une baisse du rythme de hausse est perceptible sur ces dernières années passant respectivement de 17,9% en 2021 à +10,1% en 2022 et à +8,7% en 2023, selon les chiffres de l'ONS.

Synthèse Selma R.

Passant d'une part de 64,0 % en 2022 à une part de 56,2% en 2023 dans le total des importations en produits industriels, les biens intermédiaires perdent un total de 7,8 points. En effet, passant d'un montant de 1 425,3 milliards de Dinars en 2022 à 1 381,9 milliards de DA en 2023, les importations des semi-produits décroissent de -3,1 %. Malgré la part importante, 40,2 % dans la structure totale des importations, les semi-produits perdant toutefois la première place dans le total des importations en produits industriels en 2023, indique la même source. Dans la même tendance, passant d'un taux de 19,0 % en 2022 à 16,0 % en 2023 dans la structure totale des importations en produits industriels, les matières premières et produits brutes observent une diminution de -8,2 % en 2023 par rapport à l'année précédente caractérisée par une variation positive de 25,0 %.

Concernant les biens d'équipements, ils affichent une progression de 32,2 % en 2023 par rapport à l'année précédente qui s'est caractérisée par une baisse de 16,2 %, en passant à la première place dans la structure totale des importations en produits industriels avec un taux de 43,8 %. Ces derniers passent respectivement d'un montant de 1 139,7 milliards de Dinars à un montant de 1 506,9 milliards de Dinars de 2022 à 2023. Baisse des exportations à 672,8 milliards Par ailleurs, les exportations en produits industriels (hors hydrocarbures) ont sensiblement baissé en 2023. Passant d'un montant de 879,2 milliards de Dinars en 2022 à contre 672,8 milliards de Dinars en 2023, ils affichent une diminution de 23,5 % par rapport à l'année précédente qui s'est caractérisée par une hausse de 47,0%. Occupant toujours la première place dans la structure totale des exportations avec un taux de 93,9 %, les semi produits accusent une baisse de 24,3 % en 2023 par rapport à l'année

précédente définit par une hausse de 52,5 % passant ainsi d'un montant de 834,6 milliards de Dinars en 2022 à 631,9 milliards de Dinars en 2023. Idem, en passant d'un montant de 37,5 milliards de Dinars en 2022 à 34,7 milliards de Dinars en 2023, les exportations en matières premières et produits bruts affichent une variation négative de 7,3 %, et ce, contre une hausse de 170,4% accusée en 2021 et de 48,6% en 2022. Avec une part de 5,2 % dans la structure totale des exportations, ces derniers occupent la deuxième place. Après avoir connu une variation négative de 72,4 % à l'année précédente, les exportations des équipements industriels marquent un nouveau recul en 2023, mais qui reste de moindre ampleur avec un taux de -13,9%. Occupant toujours la dernière place dans la structure totale des exportations avec un taux de 0,9 %, le montant de ces derniers passe d'une valeur de 7,1 milliards de Dinars en 2022 à 6,1 milliards de Dinars en 2023.

COMMERCE

L'Algérie exporte pour 1,55 milliard d'euros vers le Belgique

L'Agence belge pour le commerce extérieur (ACE) a publié son analyse annuelle des échanges commerciaux entre la Belgique et l'Algérie pour l'année 2024, révélant un déficit commercial de 611,7 millions d'euros au détriment de la Belgique. Selon le rapport, les importations belges en provenance d'Algérie ont

atteint 1,55 milliard d'euros, enregistrant une baisse de 16,9 % par rapport à l'année précédente. Ces importations étaient majoritairement composées de produits minéraux tels que le gaz et le pétrole (94,5 %), suivis des métaux et du cuivre (2,9 %), puis des engrais et produits chimiques (1,5 %). En revanche, les

exportations belges vers l'Algérie se sont élevées à 935,1 millions d'euros, en hausse de 4,5 % par rapport à 2023. Les produits chimiques et pharmaceutiques ont dominé les exportations avec une part de 18,5 %, suivis des matières plastiques (12,8 %), des produits d'origine animale (11,6 %),

des machines et équipements (10,4 %), ainsi que du papier et du carton (5,5 %). L'Algérie se classe au 50e rang des clients de la Belgique et au 36e rang de ses fournisseurs. L'ACE indique par ailleurs que plus de 1.500 entreprises belges exportent régulièrement vers le marché algérien.

GESTION DU TRAVAIL ET SOINS INFIRMIERS

Lancement des premières journées nationales des paramédicaux à Tlemcen

Les premières journées nationales des paramédicaux sur la gestion du travail et les soins infirmiers ont débuté, dimanche au Palais de la culture "Abdelkrim-Dali" de Tlemcen, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de l'infirmier, coïncidant avec le 12 mai de chaque année. Lors de son intervention, Boumediene Abdellaoui, coordinateur des activités paramédicales au Centre hospitalo-universitaire (CHU) "Tidjani-Damerdji" de Tlemcen et secrétaire de wilaya du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), a souligné que "cette rencontre constitue une opportunité pour échanger les expériences relatives aux nouveautés dans les soins infirmiers et le management, et pour les transmettre aux participants". De son côté, Mohamed Setouti, chef des soins

infirmiers au même établissement hospitalier, a indiqué que le statut particulier publié en 2024 a accordé une "grande importance" aux postes supérieurs en soins infirmiers, leur conférant un rôle spécifique dans la gestion des équipes paramédicales, afin d'assurer une meilleure prise en charge des patients. Il a annoncé qu'un programme de formation varié, destiné à tous les cadres paramédicaux et aux coordinateurs des services hospitaliers de Tlemcen sera lancé dès l'été prochain. Pour sa part, Nabil Seladji, coordinateur du service de médecine légale du même hôpital, a rappelé que "la gestion des services hospitaliers comporte des spécificités, notamment l'expérience dans la gestion des effectifs, l'organisation du travail au sein

des services et la facilitation des tâches des médecins et des infirmiers afin d'améliorer la performance des paramédicaux". Il a insisté sur la nécessité d'intensifier la formation de qualité au profit des cadres paramédicaux pour leur apprendre à gérer efficacement les différents services hospitaliers. Le professeur Abdelatif Bedjaoui, spécialiste en chirurgie générale dans le même hôpital, a mis l'accent sur l'importance de la coordination entre les cadres paramédicaux et les différents services hospitaliers afin d'assurer une prise en charge optimale des patients, saluant le rôle crucial joué par les paramédicaux dans les soins infirmiers et leur complémentarité avec les médecins. La première journée de cette rencontre, organisée par le CHU "Tidjani-

Damerdji" de Tlemcen en coordination avec le Syndicat algérien des paramédicaux et réunissant des cadres paramédicaux de différentes wilayas du pays, a été marquée par plusieurs interventions d'experts autour de la gestion des soins infirmiers, du rôle des infirmiers dans l'accueil et l'orientation des patients, de la prise en charge des brûlures, des douleurs liées aux soins, ainsi que de la motivation et de la performance individuelle des infirmiers. La deuxième journée prévoit des communications autour de l'amélioration de la performance individuelle des infirmiers, de la qualité des services de santé offerts au patient, du management de la qualité des soins et de l'importance de la numérisation dans le domaine infirmier, entre autres.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GUERRE COMMERCIALE DES ÉTATS-UNIS

Quel impact sur les exportations algériennes ?

La nouvelle vague de mesures tarifaires annoncées par l’administration américaine début avril 2025, sous l’impulsion du président Donald Trump, suscite de vives inquiétudes à l’échelle mondiale. Selon une note d’analyse publiée par le Cercle d’action et de réflexion autour de l’entreprise (CARE), ces décisions brutales remettent en cause la stabilité du système commercial mondial et pourraient impacter directement les exportations algériennes, en particulier les produits hors hydrocarbures.

Par Z. R.

C'est bien connu, l'Algérie exporte essentiellement des produits hydrocarbures, en direction des Etats Unis d'Amérique, comme en direction du reste du monde, il faut le souligner. Les hydrocarbures représentaient quelque 82% de nos exportations vers ce pays, au cours de l'année 2024. Les autres 18% de produits hors hydrocarbures exportés sont principalement les engrais, les pneumatiques, les ciments et les aciers. Les hydrocarbures représentaient 82 % des exportations algériennes vers les États-Unis. À ce stade, ces flux ne sont pas visés par la taxe « réciproque » de 30 % que Washington envisage d'imposer à ses partenaires commerciaux. Cependant, cette exemption n'est que temporaire. Les autorités américaines n'excluent pas de revoir leur position si les pays concernés, dont l'Algérie, ne facilitent pas davantage l'accès des produits américains à leur marché. Les exportations algériennes hors hydrocarbures (engrais, pneumatiques, ciments, aciers) déjà modestes, risquent une forte chute « si la taxe de 30 % entre en vigueur après la période de sursis de trois mois, prévue pour prendre fin en juillet ». Durant ce délai, un droit de douane minimal uniforme de 10 % s'applique à toutes les importations vers les États-Unis. CARE souligne que si la surtaxe de 30 % devait être confirmée, les entreprises algériennes ne seraient pas en mesure d'en absorber l'impact, ce qui

mettrait en péril une dynamique exportatrice encore fragile. « Si ce taux réciproque venait à être appliqué effectivement et comme cela est prévu, c'est une chute sévère du niveau de nos exportations hors hydrocarbures à laquelle il faudra s'attendre, très vraisemblablement. Comme celles-ci commençaient tout juste à enregistrer un début de croissance plutôt très encourageant, la perte du marché US serait aussi regrettable que dommageable », lit-on dans cette analyse de Mouloud Hedir, membre de Care.

Appel à une réaction stratégique

L'étude plaide pour une mobilisation immédiate des autorités commerciales algériennes afin d'examiner les reproches américains, notamment ceux figurant dans le rapport de l'USTR, qui pointe des barrières liées à la propriété intellectuelle et à l'accès au marché, et d'initier un dialogue structuré avec la partie américaine. « Face au défi ainsi posé, à notre pays comme à une soixantaine d'autres à travers le monde, il est fondamental que ce temps de latence de trois mois qui nous est laissé soit mis à profit pour explorer les voies et moyens de le surmonter. En particulier, la voie quasi-obligée est celle d'une négociation à laquelle notre administration commerciale a certainement commencé de s'atteler dès à présent et d'en préparer les termes potentiels, de concert avec les entreprises concernées », ajoute la même source. Care appelle également à une concerta-

tion régionale, à l'échelle de l'Union africaine, pour formuler une réponse collective face à ces mesures discriminatoires. Au-delà du cas algérien, CARE estime que cette offensive tarifaire s'inscrit dans une volonté plus large de l'administration américaine de redessiner l'ordre commercial mondial, jusque-là encadré par l'OMC. La position hégémonique du dollar, les déficits commerciaux américains et la montée en puissance de la Chine figurent au cœur de cette guerre économique dont les issues restent imprévisibles. L'analyse se conclut sur un constat alarmant : les turbulences mondiales mettent une fois de plus en lumière la vulnérabilité de l'économie algérienne face à la volatilité des prix du pétrole. CARE appelle à accélérer les réformes structurelles pour diversifier l'économie nationale, réduire la dépendance aux hydrocarbures et renforcer la compétitivité des exportations hors hydrocarbures. « Enfin, toutes ces turbulences qui traversent actuellement l'économie mondiale, avec notamment leurs effets déléteres sur le prix du baril de pétrole, viennent nous rappeler une fois de plus à quel point, en ces temps agités, notre dépendance excessive à l'égard du marché des hydrocarbures est en elle-même la plus grave menace pesant durablement sur la vitalité de notre propre économie. Elles nous rappellent surtout l'urgence extrême qu'il y a à engager une fois pour toutes les réformes structurelles difficiles dont celle-ci a plus que jamais besoin », conclut-elle.

GÉNÉRALISATION DU PROJET DU RÉFÉRENTIEL NATIONAL D'ADRESSAGE
L'État débloque une enveloppe de 664 millions DA

Par R. E.

Un montant de 664 millions DA a été alloué pour généraliser le projet du référentiel national d'adressage (RNA) dans sa première phase qui concerne les wilayas pilotes Bouira, Sidi Bel Abbès, Ouargla et Constantine, a annoncé hier à Bouira, une représentante du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. S'exprimant à l'ouverture d'une session de formation organisée à la bibliothèque principale de la ville et qui se poursuivra jusqu'à mercredi prochain, dans le cadre de la généralisation du RNA, la directrice de la gouvernance locale au ministère de l'Intérieur, Amel Djouamaâ a fait savoir que le projet sera par la suite généralisé pour couvrir toutes les wilayas du pays. Au cours de cette session de formation à laquelle ont pris part des cadres du ministère, de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), et des délégations des wilayas pilotes concernées, ainsi que celles d'Alger, de Chlef, et d'Oran, Mme Djouamaâ a expliqué que le projet « s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan du gouvernement dans son volet lié à la modernisation du service public pour l'adapter aux mutations numériques connues sur le plan national et international ». Elle a encore souligné que « le recours aux informations géospatiales est l'une des conditions de réussite des politiques publiques, car ces informations constituent une alternative efficace pour être au diapason du développement des villes, qui connaissent une évolution urbanistique accélérée ». « Le projet du RNA est venu pour moderniser la gouvernance territoriale, et pour contribuer à atteindre les objectifs du développement durable adoptés par les Nations unies », a relevé Mme Djouamaâ devant les participants à la session de formation, dont des chefs de Daïras et des présidents et secrétaires généraux des Assemblées populaires communales (APC) de la wilaya de Bouira. Elle a encore souligné que ce projet vise à renforcer l'aspect économique des collectivités locales du pays, et à créer des bases de données selon les capacités socio-économiques des collectivités locales ainsi que selon les spécificités de chaque territoire. « Cela nécessite de développer des outils modernes de gestion qui doivent répondre aux spécificités de chaque territoire, comme par exemple les plaques d'immatriculation intelligentes, et les applications informatiques de localisation géospatiale », a souligné l'intervenante.

ALGERIAN BANK OF SENEGAL

Un lancement prometteur et un plan de développement ambitieux

Par R. E.

L'Algerian Bank of Senegal (ABS Bank) affiche un début d'activité "prometteur" et s'engage dans un plan de développement ambitieux, articulé autour du déploiement de la monétique, du renforcement du chiffre d'affaires et de l'appui aux exportateurs algériens, a souligné son directeur général Abdelhafid Haned. « En termes de retour sur investissement, je peux dire que la première année (2024 ndlr) a été appréciable en termes de résultats, d'entrée en relation avec la clientèle et d'ouverture de comptes. L'objectif pour l'année 2025 est de lancer à grande échelle la monétique, et d'augmenter de manière significative le chiffre d'affaires », a indiqué à l'APS M. Haned rencontré lors du Forum africain d'investissement et du commerce (AFIC), organisé les 10 et 11 mai, par le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID). Le directeur général de l'ABS Bank a relevé, en ce sens, que les résultats commerciaux et financiers obtenus

jusque-là étaient « en phase avec les objectifs fixés par les actionnaires (BNA, la BEA, le CPA et la BADR) ». Cela a été possible compte tenu des capacités importantes d'intervention de la banque, lesquelles s'appuient, entre autres, sur un capital social conséquent de 100 millions de dollars. Selon le premier responsable de cette banque, il est question pour l'exercice en cours d'augmenter de manière « notable » la rentabilité de la banque. Il s'agit aussi d'assurer des solutions d'accompagnement aux opérateurs économiques notamment algériens désireux de concrétiser des projets au Sénégal ou d'exporter vers ce pays, véritable porte d'entrée du marché ouest-africain. En effet, a-t-il noté, la banque, en plus de ses produits de financement, fournit à la communauté d'affaires des services de conseil et d'orientation sur les plans juridique et réglementaire spécifiques au marché sénégalais, en matière d'investissement et d'exportation vers ce pays. « Nous proposons des solutions de conseil sur mesure à nos clients, surtout par rapport aux secteurs d'activité les

plus adaptés et les plus rentables, afin de leur éviter tout risque dans le cadre de leur installation », a détaillé M. Haned. Il a ajouté que depuis son lancement en septembre 2023, pas moins de 500 opérateurs économiques nationaux, en quête d'opportunités d'affaires au Sénégal, se sont rapprochés des agences de cette banque soit pour s'informer sur les financements proposés par l'ABS Bank ou bien pour un accompagnement ou une orientation. Le même responsable a mis en avant l'apport de la banque publique dans le renforcement des liens de coopération économique, financière et commerciale entre l'Algérie et les autres pays de l'Afrique, en contribuant à développer davantage le volume d'affaires existant entre l'Algérie et le Sénégal. M. Haned a tenu à relever aussi « l'accueil très favorable » réservé à la banque algérienne par la place financière au Sénégal, tout en saluant l'engouement de la part des opérateurs économiques au Sénégal pour les services de la banque algérienne, qui compte déjà dans son portefeuille clients

d'importantes compagnies sénégalaises opérant dans divers secteurs économiques clés, dont l'industrie et l'énergie. La banque est présente au Sénégal avec deux agences situées dans « des centres les plus vitaux » de la capitale, un choix étudié et « pertinent », indique le directeur général de l'ABS Bank relevant que 90 % de l'activité financière et d'affaires se concentre à Dakar. Interrogé, d'autre part, sur la dynamique que peut créer la présence de deux banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie (Algeria Union Bank - AUB), le même responsable a mis en évidence l'importance du rôle de ces deux établissements financiers et leur rayonnement futur dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Il a souligné qu'en dépit d'opérer dans deux marchés distincts, il existe entre les deux banques une « certaine complémentarité » et « une synergie », puisque in fine, elles œuvrent à renforcer la coopération économique intra-africaine et contribuent à diversifier l'économie nationale en développant les exportations algériennes hors hydrocarbures.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Remise des documents de domiciliation bancaire à nombre d'importateurs de banane

Plusieurs opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de banane ont reçu, samedi, leurs documents de domiciliation bancaire, en vue de contribuer à l'approvisionnement régulier du marché national, en attendant la création de la nouvelle instance chargée de l'encadrement des opérations d'importation, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Supervisée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, cette opération s'inscrit "dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, relatives à la dissolution de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), au renforcement de la transparence en matière de gestion des opérations d'importation et à la régulation du marché national, jusqu'à la création des deux instances ad-hoc, pour l'importation et l'exportation, conformément à la nouvelle approche économique", ajoute la même source. L'opération de remise des attestations de domiciliation bancaire "se poursuivra au profit d'autres opérateurs économiques, concernant d'autres produits, et ce jusqu'à la création de la nouvelle instance dédiée à l'importation".

HADJ 2025

Arrivée du premier groupe de hadjis algériens à Médine

Le premier groupe de Hadjis algériens est arrivé dimanche matin à Médine (Arabie Saoudite), à bord d'un vol d'Air Algérie en provenance de l'Aéroport international d'Alger Houari Boumediene, pour accomplir les rites du Hadj. Composée de 250 Hadjis, y compris les membres de la mission (des médecins, des agents de la Projection civile, des guides et des journalistes), la délégation algérienne, a été accueillie par le Consul général d'Algérie à Djeddah, M. Mohamed Alem, accompagné du chef du Centre du hadj à Médine, M. Belkhir Boudraa. S'enquérant des conditions d'hébergement des Hadjis dans l'un des hôtels de Médine, le Consul général a affirmé dans une déclaration à la presse que l'Etat algérien "n'a ménagé aucun effort pour mobiliser tous les moyens permettant aux hadjis algériens d'accomplir le hadj dans les meilleures conditions, tout en leur assurant le transport et l'hébergement en sus des

différents aspects organisationnels liés à cette opération". De son côté, le chef du Centre du Hadj à Médine, s'est félicité des efforts des hautes autorités du pays, qui œuvrent chaque saison à augmenter le quota du hadj attribué aux Algériens. Les hadjis ont, pour leur part, exprimé leur joie d'être arrivés aux Lieux Saints pour accomplir les rites du Hadj cette année, après plusieurs années d'attente. Ils ont également exprimé leur satisfaction quant aux conditions d'organisation du hadj cette saison sur tous les plans, notamment le transport et l'accompagnement assuré par les membres de la mission comprenant une équipe médicale, des agents de la Protection civile et des guides outre la section consulaire. Aussi, plusieurs hadjis ont salué, dans une déclaration à l'APS, les efforts déployés par l'Etat, à sa tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin d'assurer aux hadjis les meilleures conditions pour accomplir les rites du Hadj.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,94	1,61	8,30	6,98	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	0,52	0,61	0,00	-	3502	4 937 820,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,71	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,34	12,10	5,43	148000	340 400 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,60	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,21	-5,55	2,03	-	0	0,00

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Forte orientation des étudiants vers l’innovation et l’entrepreneuriat

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, s'est félicité, samedi à Alger, de "la forte orientation" des étudiants vers l'innovation et l'entrepreneuriat, conformément aux objectifs de développement du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, 2024/2029. Lors de sa visite à l'université d'Alger 2 "Abou El Kacem Saâdallah", M. Baddari a précisé qu'"au vu de l'évolution accélérée de l'économie nationale, dans le cadre de la vision stratégique et de développement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'Algérie 2024/2029, l'université et les centres de recherche offrent désormais des innovations pour être transformées en produits commercialisables, ce qui constitue une valeur ajoutée à l'économie natio-

nale voire un levier essentiel pour la réalisation des objectifs fixés". Il s'est, à cet égard, réjoui de la contribution des étudiants à cette dynamique visant à diversifier l'économie nationale et à en faire une économie innovante, et ce, à travers leur "forte orientation vers l'innovation et l'entrepreneuriat". A cette occasion, le ministre s'est enquis de plusieurs projets de l'incubateur du Centre de la recherche scientifique et technique pour le développement de la langue arabe (CRSTDLA), dont le livre électronique (Kitabi-E), qui tend à développer les compétences linguistiques de l'élève et à l'aider à surmonter les difficultés liées à sa scolarisation. M. Baddari a ajouté que ce projet serait soumis au ministère de l'Education nationale, dans une démarche à même de contribuer à résoudre le pro-

blème du poids du cartable scolaire, surtout au vu de la possibilité de télécharger l'ensemble des cours du programme scolaire". A cet égard, le ministre a inspecté un autre projet relatif au dépistage précoce de l'autisme, à savoir une application en langue arabe, basée sur l'intelligence artificielle (IA) qui vise à soutenir les efforts nationaux dans le dépistage précoce du trouble du spectre de l'autisme (TSA) et à améliorer le processus de prise en charge des personnes atteintes de cette maladie. Il a également inspecté le Centre du Développement de l'Entrepreneuriat (CDE), où il a souligné l'importance d'un bon suivi et d'une bonne orientation des étudiants ainsi que de l'amélioration de leurs compétences, pour en faire des entrepreneurs à même de contribuer à la stratégie du développement national".

CÉRÉALES

Les prix du blé et du maïs «sous pression» en attendant les récoltes

Le marché européen. Les cours sont tombés sous la barre symbolique des 200 euros la tonne sur l'échéance la plus rapprochée mercredi en séance sur Euronext. L'échéance de septembre, après la moisson, résistait à peine mieux, avec des échanges autour de 204 euros la tonne. Le maïs européen a lui chuté à 195 euros la tonne sur l'échéance de juin (-8,45% en un mois) et reste sous les 200 euros pour la nouvelle récolte attendue en fin d'été. Les prix du blé français, longtemps au dessus de celui des concurrents de la mer Noire

- roumain, ukrainien ou russe - est désormais « très compétitif », « mais on ne voit pas pour autant d'arbitrages en faveur du grain français » dans les chargements des cargos, note Gautier Le Molgat, PDG d'Argus Media France. « Les producteurs regardent les cours avec un certain désespoir. Le niveau des prix est loin d'être rémunérateur sur la récolte 2025 (il est d'usage que les producteurs vendent par anticipation une partie de leur récolte à venir, NDLR), ce qui ne pousse pas à vendre », indique-t-il.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL			وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 ماي 2025 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Mai 2025					
		Prix du détail ¹		اسعار التجزئة ²	
		DA / Kg		دج / كغ	
Produits		متنل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	72	81	64	البطاطا
	Tomate	93	106	80	الطماطم
	Oignon sec	50	56	43	البصل الجاف
	Ail vert	146	166	126	الثوم الخضراء
	Carotte	72	82	63	الجزر
	Navet	94	105	84	لفت
	Petit pois	169	187	151	الجلبانية
	Fève verte	88	99	77	الفول الاخضر
	Courgette	81	93	70	الكوسة
	Haricot vert	230	253	208	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	100	112	87	الخس
Fruits frais	Pomme locale	449	523	374	التفاح المحلي
	Datte	551	684	418	التمر
	Banane	409	417	400	الموز
	Fraise	291	327	255	الفراولة
	Melon	199	223	174	البطيخ الاصفر
	Pastèque	130	148	112	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1758	1905	1611	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	360	372	348	الدجاج
	Œufs (Unité)	14	15	13	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE

Le rôle de l’Algérie souligné

Les participants à la 11e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce (AFIC) ont souligné, à Alger, le rôle axial que joue l'Algérie sur le plan continental, salvant sa contribution au renforcement et à l'accélération de l'intégration économique en Afrique.

Par S R.

Les intervenants lors de cette rencontre tenue sous le thème « Intégration et prospérité africaines », ont mis en avant la contribution « efficiente » de l'Algérie ces dernières années, à la relance du partenariat africain dans divers secteurs, tels que l'infrastructure et l'énergie, le transport et l'innovation, les start-up et l'entrepreneuriat. A ce propos, M. Amine Boutalbi, président du Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID), organisateur de la rencontre, a affirmé dans une allocution, à l'ouverture des travaux de cet événement, que l'Algérie qui « agit dans le cadre d'une vision claire afin de renforcer l'intégration africaine, ne se contente d'appeler à l'unité, mais plutôt la concrétise à travers des initiatives concrètes et des partenariats fondés sur le principe gagnant-gagnant ». Et d'ajouter que l'Algérie aujourd'hui « ouvre des marchés, jette des ponts, et transfère la technologie à ses frères, mettant à leur disposition son expertise en matière d'industrie, d'énergie et de transformation économique ». Abordant la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tiendra du 4 au 10 septembre à Alger, M. Boutalbi a affirmé qu'elle constituait un événement "important" à même de renforcer le commerce et l'intégration africaine, ainsi qu'une plateforme devant renforcer le rôle des communautés africaines à l'étranger dans le soutien au développe-

ment de leurs pays. Prendront part à ce forum de deux jours, environ un millier de participants, dont des investisseurs et des hommes d'affaires représentant 43 pays. L'ouverture de cette édition a été rehaussée par la présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, ainsi que du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Noureddine Yassaâ. Cette rencontre vise à favoriser l'échange d'expériences entre les acteurs économiques issus de différents pays africains et des Etats partenaires. Pour sa part, M. Islam Soualhi, responsable de l'entrepreneuriat et de l'investissement au sein de l'Union africaine (UA), a souligné la contribution de l'Algérie ainsi que son rôle "axial" dans l'appui à la Zone de libre-échange continentale africaine, laquelle a enregistré des avancées notables en matière de facilitation des échanges commerciaux et de développement des différents secteurs économiques et infrastructures à l'échelle du continent. Cela est susceptible d'« insuffler une forte dynamique économique au continent, notamment à travers l'encouragement des projets régionaux, en particulier dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables ». M. Soualhi a mis l'accent sur l'initiative

lancée par l'Algérie en 2022, à travers l'adoption de la Déclaration ministérielle africaine dédiée au développement des startups, ainsi que la mise en place d'une feuille de route continentale pour le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat auprès des jeunes africains. Après avoir indiqué que l'Algérie figurait parmi les pays pionniers à l'échelle du continent dans le secteur industriel, toutes filières confondues, ce qui contribue à renforcer les partenariats et la coopération entre les pays africains, M. Soualhi a appelé, dans ce sens, « à la promotion d'une coopération continentale approfondie, afin d'ériger l'Afrique en continent fort, intégré et prospère ». Pour rappel, le programme de la 11e édition de l'AFIC comprend une série d'événements, notamment des conférences et des ateliers organisés en présentiel ainsi qu'en visioconférence, en sus de rencontres d'affaires bilatérales devant aboutir à la conclusion de marchés et au développement de partenariats. Un salon économique sera également organisé à cette occasion. Accueillant des entreprises nationales et étrangères, ce salon couvre divers secteurs: exportation, commerce, agriculture, industries agroalimentaires, tourisme, services, technologies, transition numérique, énergie et énergies renouvelables, ainsi que le bâtiment, les travaux publics, l'industrie pharmaceutique, l'investissement, la finance, le transport et l'environnement.

IATF 2025

Lancement de la 3^e édition du concours de courts métrage Canex Shorts

Par R E.

La Banque Africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé le lancement de la 3e édition du concours de courts métrage, Canex Shorts, dont la cérémonie de remise de prix est prévue septembre prochain à Alger, lors de la 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), le plus grand événement commercial et d'investissement en Afrique. Ce concours est destiné aux cinéastes africains, âgés de 18 à 35 ans, indique un communiqué d'Afreximbank, précisant que chaque cinéaste ne peut présenter qu'un seul film dont il doit détenir tous les droits. Le prix est fixé à 2.000 dollars US pour un travail "exceptionnel" dans chacune des trois catégories du concours "Meilleure fiction", "Meilleur documentaire" et "Meilleure animation", ajoute le texte, soulignant que les films présentés doivent avoir été produits en 2023 ou après et peuvent être dans n'importe quelle langue. Parmi toutes les productions, le comité de sélection établira une liste restreinte de 30 films (10 films par catégorie) qui sera

soumise au jury composé d'experts cinématographiques réputés de tout le continent. Le jury sélectionnera ensuite un film gagnant dans chacune des catégories lors du Canex à l'IATF 2025. Outre le prix en espèces, les lauréats de Canex Shorts auront également l'occasion de participer et de voir leurs films projetés au Canex lors de l'IATF 2025, qui se tiendra à Alger du 4 au 10 septembre 2025. A l'occasion, ils auront également la chance d'entrer en contact avec des investisseurs potentiels et d'autres partenaires, explique le document. Pour participer au concours, les réalisateurs doivent soumettre leurs films, d'une durée maximale de cinq minutes, via la plateforme numérique film Freeway de Canex Shorts. Par ailleurs, la Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) a lancé un fonds pour le cinéma africain d'un milliard de dollars, dans l'objectif de promouvoir la production et la distribution du contenu audiovisuel de haute qualité, amplifiant ainsi l'influence culturelle du continent à travers le monde, a annoncé la banque dans un communiqué. « L'Afreximbank, par le biais de sa branche

d'investissement dans le domaine du développement, le Fonds de développement des exportations en Afrique (FEDA), s'est engagée à piloter le lancement du Fonds africain pour le film dans le cadre de son programme Creative Africa Nexus (Canex) », indique le communiqué. Fruit de l'engagement pris par Afreximbank lors du Canex Week-end tenu à Alger en octobre 2024, l'entreprise "transformatrice" pouvant atteindre 1 milliard de dollars est conçue pour "révolutionner l'industrie cinématographique et créative de l'Afrique", ajoute le texte. "Le Fonds jouera un rôle central dans la promotion de la production et de la distribution mondiale de films et de séries télévisées de haute qualité" et "servira de catalyseur pour attirer et diriger des capitaux patients cruciaux vers l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle en Afrique, en mobilisant des ressources qui devraient permettre aux cinéastes et aux conteurs de produire un contenu de classe mondiale qui résonne à l'échelle internationale", souligne la même source.

ELLES ONT AUGMENTÉ DE 2,3% EN AVRIL 2025

Hausse des exportations de pétrole brut algérien

Par Sirine R.

Les exportations de pétrole brut de l'Algérie ont augmenté de 2,3 % en avril 2025, soit un gain de 11 000 barils par jour, atteignant ainsi leur plus haut niveau depuis près de deux ans et demi. Selon les données de plateforme « Ataqa », les exportations algériennes de brut par voie maritime ont atteint 492 000 barils par jour le mois dernier, contre 481 000 barils par jour au même mois en 2024. Sur une base mensuelle, la hausse est encore plus marquée avec une progression de 33 %, soit 122 000 barils par jour, par rapport au niveau de mars 2025 (370 000 barils/jour), ajoute la même source. En avril, le brut algérien a été exporté vers huit pays, majoritairement européens, l'Espagne et la France occupant les premières positions. La Corée du Sud a été la seule destination hors Europe parmi les principaux acheteurs. Par ailleurs, les exportations de pétrole brut algérien ont ainsi atteint en avril 2025 leur plus haut niveau mensuel depuis octobre 2022, période où elles s'élevaient à 508 000 barils/jour. Au cours des quatre derniers mois, la moyenne des exportations algériennes de brut par voie maritime s'est établie à 406 000 barils/jour, contre 402 000 barils/jour sur la même période en 2024. Selon les données de l'OPEP, la production moyenne de pétrole brut algérien a atteint 909 000 barils par jour au premier trimestre 2025, contre 904 000 barils/jour au dernier trimestre de l'année précédente. Conformément au quota de l'Algérie dans l'accord du groupe des huit (OPEP+), la production devait s'établir à 911 000 barils/jour en avril 2025, avant d'augmenter à 919 000 barils/jour en mai et 928 000 barils/jour en juin. S'agissant des principaux pays importateurs de pétrole brut algérien en avril 2025, l'Espagne arrive en tête des importateurs de pétrole brut algérien avec 127 000 barils/jour, suivi par la France avec 101 000 barils/j, la Corée du Sud avec 66 000 barils/jour, le Royaume-Uni avec 61 000 barils/jour et enfin l'Italie avec 57 000 barils/jour. Selon la même source, les importations espagnoles ont augmenté de 8 000 barils/jour par rapport à avril 2024, où elles s'établissaient à 119 000 barils/jour. En revanche, les importations françaises ont diminué de 7 000 barils/jour, comparées aux 118 000 barils/jour du même mois l'année précédente. Les exportations algériennes vers la Corée du Sud ont connu une hausse de 3 000 barils/jour, atteignant 66 000 barils/jour en avril 2025, contre 62 000 barils/jour en avril 2024.

PORT DE BEJAIA

Le ministre des Transports préside une réunion avec les différents intervenants

Le ministre des Transports, Said Sayoud s'est réunit, samedi à Bejaia, avec les responsables, du port, des Douanes, et de l'entreprise Bejaia Mediterranean Terminal (BMT), une joint-venture algéro-singapourienne créée pour l'exploitation du terminal à conteneurs du port de Bejaia, afin de lever les contraintes qui impactent les activités du port. La réunion qui a regroupé le ministre des Transports, le directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouché, le directeur de l'entreprise portuaire de Bejaia (EPB), Abdelhakim Alioui et un représentant de la joint venture algéro-singapourienne, ainsi que les autorités locales, a été consacrée essentiellement aux risques de congestion auxquels se trouve confrontée cette plate-forme portuaire, ont indiqué des responsables du secteur. Le ministre des Transports a relevé, dans ce contexte, les performances de la plate-forme portuaire, réalisées depuis l'entrée en vigueur du système de travail en H24 et 7j/7, est-il précisé. Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette réunion de travail, le ministre a mis en relief la gestion du terminal en bois qui, depuis l'entrée en vigueur du nouveau système de travail, "a atteint 80% de ses capacités". La réunion du ministre avec les responsables du secteur s'est penchée, par ailleurs, sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour optimiser la rentabilité et l'efficacité des différents segments d'activités. Il a été question du dégagement du fret conteneurisé du port vers la zone logistique extra-portuaire de Tixter pour soulager les aires de stockages.

TIZI-OUZOU

Clôture du premier Salon national de l'élevage et des productions laitières

Le premier Salon national de l'élevage et des productions laitières s'est clôturé samedi à Tizi-Ouzou par un appel à l'exploitation du patrimoine génétique algérien en vue d'optimiser les productions animales et atteindre la sécurité alimentaire.

Ainsi, le Pr. Iguerouada Mokrane, enseignant-chercheur à l'université de Bejaia qui a présenté une communication sur "Les productions animales: réalité et levier d'action", a estimé que l'exploitation du patrimoine génétique des races algériennes, "permettrait d'augmenter la performance du cheptel en termes de production de viande et de lait". "Si certains éleveurs atteignent des niveaux de production (viande et lait) comparables aux standards internationaux, une majorité, par contre, fait face à des difficultés, notamment en matière de production laitière et de reproduction, impactant négativement leurs revenus", a-t-il observé. Face à ce constat, l'exploitation du potentiel génétique national apparaît comme

"une voie prometteuse pour augmenter la production nationale de viande et de lait, tout en améliorant leur qualité", a-t-il relevé. Les races locales "peuvent jouer un rôle important dans cette démarche", a souligné Pr. Iguerouada qui a insisté sur la nécessité d'évaluer au préalable leurs performances dans des conditions d'élevage optimales. "Si l'importation de races bovines à haute valeur génétique peut s'avérer judicieuse", le chercheur a souligné l'importance d'"une étude approfondie du cheptel local afin de définir les orientations de sélection les plus pertinentes, qu'il s'agisse de privilégier la production laitière ou la production de viande". Mettant en avant l'"excellent potentiel génétique" du mouton algérien, l'interve-

nant a estimé que "pour des espèces comme la chèvre et le lapin, des croisements ciblés avec des races performantes pourraient être envisagés afin d'améliorer leurs caractéristiques productives". Sur un autre volet, il a rappelé "la nature pluridisciplinaire de l'élevage, identifiant trois axes d'optimisation interdépendants: la production au sein de l'exploitation elle-même, les stratégies et politiques mises en œuvre, en amont, et la dynamique du marché, en aval". Dans cette optique, le Pr. Iguerouada a insisté sur la nécessité d'"une compréhension approfondie de l'économie des productions animales, notamment par le calcul précis des coûts de revient", précisant que cette démarche "éclairerait les décisions des pouvoirs publics et des éleveurs".

INTEMPÉRIES DANS LA ZONE INDUSTRIELLE À CONSTANTINE

Un nouveau canal pour sauver le tramway

Les autorités locales ont lancé une opération d'urgence pour résoudre un problème récurrent d'accumulation d'eau de pluie sur les voies du tramway dans la zone industrielle, à proximité de la gare routière. Cette initiative vise à éliminer ce point noir qui perturbe régulièrement la circulation du transport public lors des intempéries. Lors d'une visite d'inspection effectuée en fin de

semaine, le chef de la daïra de Constantine a examiné plusieurs zones problématiques sujettes aux inondations. La solution retenue pour le site du tramway consiste à démanteler une clôture appartenant à une entreprise privée adjacente aux canaux d'évacuation, afin de faciliter l'écoulement des eaux pluviales vers le réseau d'assainissement. Cette intervention

permettra de créer un nouveau parcours pour rediriger efficacement les eaux stagnantes. Au quartier Les mûriers, où le réseau d'assainissement est fortement détérioré, la Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine (SEACO) et la subdivision des ressources hydrauliques ont été chargées de mettre en œuvre rapidement des solutions pour éliminer les

fuites conformément au programme établi. Par ailleurs, le chef de la daïra a également ordonné l'établissement d'un rapport détaillé concernant des travaux non conformes aux permis délivrés dans plusieurs locaux commerciaux du quartier El-Menia, exigeant des mesures coercitives immédiates à l'encontre des contrevenants.

BOUMERDES

Livraison du bloc médico-chirurgical de l'hôpital de Thenia avant la fin de l'année

Le projet du bloc médico-chirurgical de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Thenia (Boumerdes), dont le taux de réalisation est de près de 85 %, sera livré avant la fin de l'année en cours, a révélé, samedi, le directeur local de la santé et de la population, Hocine Zekiri. L'objectif de cette infrastructure vitale abritée par l'un des plus anciens et des plus réputés établissements médicaux de la wilaya, est "d'améliorer les

conditions de prise en charge des malades et d'offrir des prestations médicales de qualité", a ajouté M. Zekiri, dans un exposé sur le secteur, en marge d'une visite de la wali Fouzia Naâma, pour l'inspection de plusieurs projets de développement à travers la wilaya. Cette structure médicale, qui a bénéficié de travaux de réhabilitation et d'amélioration de la qualité des services, dispose de 80 lits. Elle est spécialisée dans plusieurs disciplines mé-

dicales, notamment la chirurgie générale, la médecine interne, ainsi que la pédiatrie et la chirurgie pédiatrique. Dans le même exposé présenté devant la wali, le directeur du secteur a, par ailleurs, fait cas de travaux en cours en vue de renforcer les capacités du secteur local de la santé avec un hôpital de 240 lits au chef-lieu de wilaya, un autre de 120 lits à Boudouaou, un projet de 60 lits à Khemis El Khechna et un autre de même capacité

à Baghlia. A cela s'ajoute une unité mère-enfant de 60 lits à l'hôpital de Bordj Ménail, et la réhabilitation de 90 salles de soins à travers la wilaya. Ces projets sont de nature à porter la capacité d'accueil du secteur à près de 1.400 lits, contre 800 lits actuellement, soit un lit pour 851 habitants, un fait devant contribuer à alléger la pression sur les autres structures médicales, selon la même source.

NAAMA

Projets d'amélioration urbaine et de valorisation du cadre de vie à Aïn Sefra

Plusieurs opérations d'amélioration urbaine et de valorisation du cadre de vie sont en cours de réalisation dans la commune d'Aïn Sefra (wilaya de Naama), pour un budget dépassant les 300 millions de dinars, a-t-on appris des services de la wilaya. Le wali de Naama, Lounès Bouzegza, a donné, samedi, lors d'une visite d'inspection, le coup d'envoi d'une opération de plantation d'arbres et d'embellissement du cadre de vie dans le quartier "19 Mars 1962" et l'avenue "Colonel Lotfi" à Aïn Sefra. L'opération a vu la

mise en terre de pas moins de 300 arbustes d'ornement et l'aménagement d'espaces verts, avec la participation de la Conservation des forêts, en coordination avec divers organismes locaux et des associations activant dans le domaine de l'environnement, a précisé la même source. Les travaux d'aménagement urbain, en cours dans les différents quartiers de la commune, comprennent principalement l'ouverture et l'entretien des routes, l'aménagement des places publiques, la création d'espaces de loisirs en milieu urbain, no-

tamment au sein des ensembles résidentiels, l'installation de réseaux d'éclairage public, ainsi que d'autres opérations d'équipement et de réhabilitation, a fait savoir la même source. Les travaux incluent également l'aménagement de la route principale à double voie menant à l'entrée Sud de la ville et de la voie d'évitement connue sous le nom de "Route de Bechar", indique-t-on. D'autres opérations portent sur le pavage des trottoirs, l'installation de bancs en béton, la pose de gazon naturel et la mise en place d'un réseau d'ir-

rigation goutte-à-goutte pour les espaces verts, a-t-on ajouté. Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'un programme de réhabilitation des espaces publics et d'aménagement de différents sites dans les quartiers principaux de la ville. Elles sont menées avec la participation d'associations environnementales, telles que l'association locale "Safraouna El Khadra", ainsi que d'artistes locaux qui réalisent des fresques murales sur certaines façades d'infrastructures éducatives et sportives, ont indiqué les services de la wilaya.

Devinez qui tire profit du chaos déclenché par les droits de douane de Donald Trump? Oui, les banques

En pleine guerre commerciale, les géants bancaires américains profitent de la volatilité des marchés. Goldman Sachs, JPMorgan et Morgan Stanley enregistrent des bénéfices records, malgré une économie fragilisée.

Par Alice Belkacem

Quand la Bourse devient imprévisible, les banques américaines flairent les bonnes affaires. D'après le quotidien américain *The Wall Street Journal*, Goldman Sachs, JPMorgan Chase ou encore Morgan Stanley ont engrangé des milliards de dollars grâce à la volatilité des marchés liée à la guerre commerciale menée par Donald Trump. Une opportunité en or pour les salles de marché où opèrent les traders, même si les actions bancaires, elles, restent dans le rouge. Les résultats du premier trimestre 2025 témoignent d'un paradoxe surprenant. Malgré une économie incertaine et des tensions commerciales persistantes, les grandes banques américaines ont enregistré des bénéfices records. Grâce aux impressionnants revenus de trading, la banque d'affaires mondiale Goldman Sachs a annoncé une hausse de 15% de son bénéfice, atteignant 4,74 milliards de dollars (environ 4,17 milliards d'euros), relaye le média en ligne Quartz. Bank of America, Citigroup, JPMorgan Chase ou encore Morgan Stanley ont suivi la tendance, dépassant les attentes de Wall Street. Les revenus du trading, en particulier ceux liés aux actions et



aux titres à revenu fixe, explosent. Déstabilisés par les revirements de Donald Trump sur les droits de douane, les investisseurs multiplient les opérations pour ajuster leurs portefeuilles. Et les banques se frottent les mains. Le géant de la gestion d'actifs, Black-

Rock, a également profité de cette agitation. Avec 12% de hausse du chiffre d'affaires, des afflux nets records et plus de 11.500 milliards de dollars d'actifs, la multinationale américaine confirme que la nervosité des marchés financiers peut rapporter gros à certains.

Une volatilité trompeuse

Contrairement aux idées reçues, l'instabilité des marchés ne freine pas toujours la croissance bancaire. Au contraire, elle devient une source de profit inespérée. Tandis que les consommateurs et les entreprises freinent leurs projets, les traders s'activent, générant des gains massifs pour les institutions financières. Néanmoins, cette amélioration ne garantit pas un rebond boursier des banques elles-mêmes. En baisse d'environ 15% depuis le début de l'année 2025, le secteur reste à la traîne. Les incertitudes sur les taux d'intérêt, la qualité du crédit et la croissance économique pèsent encore lourd dans la balance. Les antécédents rappellent que l'euphorie du trading est souvent éphémère. Il a fallu des années aux banques pour retrouver leurs niveaux d'avant la crise de 2008. Et même en 2020, malgré l'explosion des revenus liée à la pandémie, cela ne s'est pas traduit par une surperformance boursière durable. Pour l'instant, les géants de Wall Street naviguent dans un climat instable qu'ils n'ont pas directement provoqué. Le vrai test viendra lorsque les effets des droits de douane de l'administration Trump frapperont concrètement l'économie.

Source : Slate.fr ; 17 avril 2025

«Emploi des seniors : et si l'entreprise montrait la voie ?»

Par Didier Cauchois (*)

Le débat sur l'emploi des seniors est souvent perçu à travers le prisme des retraites et du vieillissement de la population. Toutefois, une autre réalité émerge au sein des entreprises, où des solutions pragmatiques sont trouvées pour intégrer ces travailleurs expérimentés. Loin des clichés, les entreprises et le dialogue social démontrent que l'emploi des seniors peut être une richesse lorsqu'il est bien encadré. Lorsqu'il est question des seniors dans le débat public, le ton devient vite tendu, conflictuel. L'enjeu de leur emploi est souvent traité à travers le prisme des retraites, du vieillissement de la population, ou encore du coût social et économique qu'ils représenteraient. Pourtant, sur le terrain, une autre réalité se dessine. À l'échelle de l'entreprise, l'approche est plus pragmatique, et le dialogue social, loin d'être bloqué, fonctionne. De nombreux accords d'entreprise sur l'emploi des seniors reposent en effet sur

des dispositifs adaptés au contexte spécifique de chaque organisation : ses métiers, ses enjeux économiques, ses dynamiques sociales, mais aussi son ancrage territorial. Prenons l'exemple de cette entreprise artisanale spécialisée dans la restauration du patrimoine, employant tailleurs de pierre ou feronniers, métiers physiquement exigeants. L'entreprise s'est posé une question simple : comment permettre à ses salariés expérimentés de rester en emploi, dans de bonnes conditions, jusqu'à la retraite ? En adaptant les outils existants — comme le compte professionnel de prévention ou le dispositif de retraite progressive — un aménagement du temps de travail a été négocié. L'accord a permis une transition douce vers la retraite, sans précarisation ni perte de compétences pour l'entreprise. Mais si l'entreprise joue un rôle clé ; elle ne peut porter seule la responsabilité de cette transformation. Sur la gestion des métiers pénibles par exemple ; comment attendre d'une entreprise qu'elle trouve, sur son périmètre légal, une solution bonne pour elle, pour les salariés et le

bien commun ? Elle y parviendra parfois pour les deux premiers volets, mais jamais pour le troisième. Renvoyer à l'entreprise la gestion de l'emploi des seniors avec un cadre normatif pensé uniquement sur la recherche de l'équilibre du régime général des retraites, sans intégrer leurs pendants indispensables que sont les parcours de carrière et la préservation de l'emploi, limite ainsi le champ des possibles. Une vision plus large que celle de l'entreprise seule est nécessaire pour donner aux seniors de nouvelles perspectives de parcours. Cela suppose de penser leur repositionnement au niveau du bassin d'emploi, en lien avec les autres entreprises, les branches professionnelles, les acteurs de la formation et les collectivités. Des dispositifs commencent à aller dans ce sens : plateformes territoriales de transitions professionnelles, initiatives interentreprises, mutualisation de compétences ou coopérations interbranches. Mais il est temps de les systématiser. Et au-delà, il apparaît indispensable de repenser le financement des salariés seniors, comme cela a été amorcé pour les

chômeurs seniors dans le cadre de l'accord national interprofessionnel signé fin 2024. Une compensation partielle de leur rémunération par les régimes collectifs — assurance chômage, caisses de retraite — pourrait, par exemple, offrir une alternative concrète et équitable. Une politique générale globale emploi-retraite qui articulerait maintien en emploi et soutenabilité économique redonnerait alors du sens à l'action publique dans ce domaine. Si l'on veut réellement préserver l'emploi et augmenter le taux d'emploi des seniors — en permettant, par exemple, à des salariés de cotiser au-delà de l'âge du taux plein pour générer une surcote et des revenus supplémentaires pour le régime —, laissons-leur une chance de ne pas être poussés vers la sortie dès que possible. Loin des clichés sur les seniors « trop chers » ou « dépassés », la réalité est plus nuancée, et bien plus prometteuse. Les entreprises qui agissent le savent : ces salariés expérimentés sont une richesse lorsqu'on leur donne les moyens de contribuer pleinement.

(*) Expert dialogue social LHH (*)

MARCHÉS DE L'ÉNERGIE

Le bénéfice net d'Aramco recule de 4,6%

Le groupe pétrolier saoudien Aramco a annoncé dimanche un recul de 4,6% de son bénéfice net au premier trimestre 2025, pénalisé par une baisse de ses ventes et des coûts d'exploitation en hausse, selon un communiqué publié à la Bourse saoudienne. La baisse s'explique par "une diminution des revenus et autres produits liés aux ventes, ainsi qu'une augmentation des coûts d'exploitation", précise le groupe. "Les dynamiques du commerce mondial ont pesé sur les marchés de l'énergie au premier trimestre 2025, l'incertitude économique affectant les prix du pétrole", a affirmé Amin Nasser, le directeur général d'Aramco, cité dans un autre communiqué. Le bénéfice net pour le premier trimestre s'est élevé à 97,54 milliards de rials (26,01 milliards de dollars ou 23,13 milliards d'euros) contre 102,27 milliards de rials (27,27 milliards de dollars ou 24,25 milliards d'euros) sur la même période de 2024.

DUBAÏ

Les Journées Pétrole 2025 se tiendront du 28 au 31 mai

Le cabinet 3M-Partners & Conseils organise la troisième édition des Journées Pétrole du 28 au 31 mai 2025 à Dubaï autour du thème : « La négociation et le suivi du Contrat de Partage de Production (CPP) ». Cette édition mettra l'accent sur deux piliers fondamentaux pour la réussite du Contrat de Partage de Production (CPP) : la négociation et le suivi. La négociation détermine les termes des contrats et leur capacité à générer des retombées durables pour les économies nationales. Le suivi, quant à lui, garantit le respect des engagements pris et assure la pleine réalisation des bénéfices escomptés. Pour rappel, le CPP est un contrat juridique essentiel utilisé dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Sa maîtrise offre aux autorités étatiques un large éventail de possibilités sur les plans juridique, technique, financier et environnemental. Afin de répondre à ces enjeux, les Journées Pétrole ont été initiées il y a deux ans. La dernière édition a rassemblé 105 participants venus de sept pays africains, représentant 21 administrations. Cette troisième édition accueillera des centaines de participants issus de plusieurs pays africains et représentant diverses entités impliquées directement ou indirectement dans le CPP.

ARABIE SAOUDITE

Une startup d'IA révolutionne le recrutement et soutient l'entrepreneuriat

L'intelligence artificielle stimule la croissance de l'entrepreneuriat en Arabie saoudite, les fondateurs de startups utilisant la technologie pour relever les défis locaux, accroître l'efficacité et faire progresser les objectifs économiques de la Vision 2030. Bénéficiant de politiques gouvernementales favorables et de talents émergents, ces startups positionnent le Royaume comme un pôle technologique mondial en plein essor.

L'une de ces entreprises est AIYAH, qui utilise l'IA pour combler le fossé entre les startups, les talents, les investisseurs et les universités. La mission de l'entreprise s'aligne sur les objectifs de Vision 2030, en soutenant la saoudisation et en offrant une passerelle vers une expérience saoudienne authentique. "Accélérer la réalisation des objectifs de Vision 2030 doit être la priorité", a déclaré Sahiqa Bennett, cofondatrice et directrice générale d'AIYAH, à Arab News. "C'est essentiellement pour cette raison qu'AIYAH a été créée, pour accélérer le processus. Ces objectifs sont liés à l'innovation, à l'arrivée de startups innovantes ou aux solutions qu'ils recherchent, ainsi qu'aux talents," a-t-elle révélé.

Fondée en 2024 par Bennett et Naila Kiani, AIYAH sert de solution de talent alimentée par l'IA et de passerelle vers l'écosystème d'innovation du Royaume. Avant de lancer la plateforme, Bennett a passé plus de deux ans à étudier le monde virtuel et les moyens de le relier à l'arène physique pour l'interaction humaine. Mme Bennett explique que sa décision de cofonder AIYAH découle des questions fréquentes qu'elle recevait au sujet de sa fascination pour l'Arabie saoudite et sa scène technologique en plein essor. « Pourquoi cherchez-vous à vous installer en Arabie saoudite ? Pourquoi venir autant en Arabie saoudite et que se passe-t-il au Moyen-Orient qui ne se passe pas ici ? "Les gens ne croyaient presque pas certaines des

choses que je leur disais, » a-t-elle noté. Au cours de ses recherches, Mme Bennett a été surpris par le nombre de personnes qui ne comprenaient pas parfaitement Vision 2030, bien qu'elles soient familiarisées avec ses concepts généraux. Beaucoup ne savaient pas comment exploiter les opportunités qui se présentaient dans le Royaume. Elle a également noté que son processus de recherche a consisté à "parler à des gens dans le Royaume et hors du Royaume, en leur demandant s'ils en connaissaient assez sur l'Arabie saoudite et la Vision 2030". Plusieurs autres facteurs ont influencé la décision de Mme Bennett de cofonder AIYAH, l'un des plus urgents étant la difficulté de trouver et de placer les bons talents.

TUNISIE

Accentuation des besoins des banques en liquidité au cours du premier trimestre

Selon la Le Périodique de Conjoncture relative au premier trimestre, publiée par la Banque centrale de Tunisie (BCT), au cours du premier trimestre de l'année 2025, le marché monétaire a été caractérisé par un déficit moyen de liquidité de 59 MDT. Cette situation a résulté, selon la BCT, d'un volume moyen d'interventions de la Banque centrale (12.908 MDT) inférieur aux besoins moyens des banques en liquidité (12.967 MDT) sur la période sous revue. Durant le premier trimestre 2025, les besoins mensuels moyens des banques en liquidité ont poursuivi une tendance haussière passant de

12.348 MDT en janvier à 13.001 MDT en février avant d'atteindre 13.553 MDT en mars, donnant lieu à une moyenne trimestrielle de 12.967 MDT, soit une hausse de 800 MDT par rapport au dernier trimestre de 2024. "Cette évolution porte la marque de l'effet restrictif exercé par les facteurs autonomes de la liquidité (FAL) de +791 MDT, ainsi que l'effet engendré par l'augmentation relativement modérée du montant moyen de la réserve requise (RR) de 9 MDT", explique la BCT. Le principal facteur de retrait de liquidité au au premier trimestre correspond aux opérations du Trésor

notamment par le biais de l'endettement intérieur. En effet, tout au long de ce trimestre, le recours au marché domestique a permis au Trésor de mobiliser 4.016 MDT répartis entre les émissions de BTA (2.104 MDT) et de BTCT (1.912 MDT). La banque centrale a précisé que le remboursement d'un montant s'élevant à 1.353 MDT au titre de service de la dette intérieure en dinar a contribué à atténuer, à due concurrence, l'effet restrictif des opérations du Trésor sur la liquidité bancaire. En revanche, l'évolution des deux autres facteurs autonomes a contribué à l'atténuation des tensions sur la liquidité pendant le trimestre sous

revue. En premier lieu, les Avoirs Nets en Devises (AND) principalement à travers les ventes nettes de devises contre dinar effectuées entre les banques et la Banque centrale et les opérations de dinarisation des billets de banque étrangers qui ont permis d'apporter des liquidités additionnelles évaluées de 538 MDT et à 340 MDT respectivement. En deuxième lieu, le retour de 696 MDT de Billets et Monnaies en Circulations (BMC) aux guichets de banques qui a exercé un effet expansif sur la liquidité.

MAURITANIE

Nouakchott capte des financements pour l'électrification rurale et les infrastructures du réseau

Pour accélérer l'accès à l'électricité, la Mauritanie combine électrification rurale décentralisée et renforcement des grands axes du réseau national, avec l'appui de partenaires comme l'AFD et l'Union européenne. Le mardi 6 mai, les autorités mauritaniennes ont lancé la deuxième phase du projet RIMDIR d'électrification rurale, à travers une convention signée avec l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD). Doté de 10 millions d'euros, le projet vise à connecter 20 nouvelles localités et à fournir l'accès à l'électricité à 10 000 habitants dans le sud-est du pays.

Mis en œuvre par la SOMELEC, le projet s'appuie sur des mini-réseaux hybrides à dominante solaire. Il est financé à hauteur de 7 millions d'euros par l'Union européenne et 3 millions d'euros par l'AFD. L'initiative confirme l'option mauritanienne pour des solutions décentralisées, adaptées aux zones non connectées au réseau national. En parallèle, l'AFD finance également des infrastructures nationales. Le 25 mars, une convention de crédit de 64 millions € a été signée avec le ministère de l'Économie pour cofinancer, avec la Banque africaine de développement, la future ligne haute tension Nouakchott-Néma. Le pro-

jet inclut le poste Est de Nouakchott, 125 km de ligne entre El Ghaira et Kiffa, et une centrale solaire de 50 MW à Kiffa. À terme, 100 000 ménages devraient bénéficier d'un accès amélioré à l'électricité. Alors que seuls 6% des ménages ruraux mauritaniens ont accès à l'électricité, le pays mise sur une combinaison d'actions locales et d'investissements nationaux pour progresser vers l'accès universel. Selon le Pacte national de l'énergie de la Mauritanie (décembre 2024), l'objectif est d'atteindre 98% d'électrification en milieu urbain, 80% en milieu rural et 70% d'énergies renouvelables dans le mix national.

AVEC L'APPUI DE LA BID

La Côte d'Ivoire veut renforcer la chaîne de valeur du manioc

En Afrique, les racines et tubercules sont, aux côtés des céréales, une source majeure de calories et des cultures stratégiques pour la sécurité alimentaire. 3ème producteur de manioc en Afrique de l'Ouest, derrière le Nigéria et le Ghana, la Côte d'Ivoire souhaite en améliorer la productivité.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement a réussi à négocier l'obtention de deux prêts d'une valeur totale de 45,9 milliards de francs CFA (79 millions \$) auprès de la Banque islamique de développement (BID) au profit de la filière manioc. L'information a été annoncée mercredi 7 mai en Conseil des ministres. Selon les autorités, cette enveloppe est mobilisée pour financer le Projet de développement de la chaîne de valeur du manioc. Ce dernier, dont la date de lancement et la durée de mise en œuvre ne sont pas encore précisés, vise à améliorer la résilience du système de production et à contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. « Plus spécifiquement, le projet vise à rendre plus dynamique la chaîne de valeur du manioc, allant de la production à la transforma-

tion et à la commercialisation des produits du manioc, en vue de créer davantage d'opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes, et d'accroître les revenus des ménages œuvrant dans la filière » peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres. Globalement, cet appui financier devrait contribuer à soutenir la dynamique de croissance de la production du tubercule observée sur la dernière décennie. Selon les données officielles, la récolte de manioc en Côte d'Ivoire a progressé de 8,2 % en moyenne par an, passant de 4,4 millions de tonnes en 2015 à 8,2 millions de tonnes en 2023. Il convient de noter qu'en Côte d'Ivoire, la sous-filière attiéké, encore majoritairement artisanale, est le premier poste de création de valeur ajoutée dans la chaîne de valeur du manioc. Une étude publiée par le CIRAD en

2018 a notamment révélé que cette dernière fournissait 56 % de la valeur ajoutée directe générée dans l'ensemble de la chaîne de valeur du tubercule, qui était alors estimée à 514 milliards de francs CFA (850 millions \$). Le reste de la valeur ajoutée provient notamment des sous-filières manioc frais et du segment des exportations. S'il est bien mis en œuvre, le Projet de développement de la chaîne de valeur du manioc pourrait amorcer une nouvelle phase de structuration de la filière manioc en Côte d'Ivoire, notamment par une montée en gamme des produits transformés comme l'attiéké. D'après les données recueillies par l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 75 % de la transformation de manioc en Côte d'Ivoire est effectuée de manière artisanale, 20 % de manière semi-industrielle et 5 % de manière industrielle.

GHANA

Un comité de pilotage pour mener le processus de création de la nouvelle compagnie aérienne

Après des années de tentatives avortées, le Ghana amorce une nouvelle phase dans son projet de création d'un transporteur national. Un comité de pilotage vient officiellement d'être installé pour conduire le processus. Au Ghana, le ministre des Transports, Joseph Bukari Nikpe, a procédé cette semaine à l'investiture d'un comité de dix membres, mis en place par le président John Dramani Mahama, pour superviser la création d'une compagnie aérienne nationale. Ce projet, relancé en mars dernier, s'inscrit dans une volonté de renforcer l'offre nationale et de réduire les tarifs sur les lignes où les compagnies étrangères dominent. Le comité, présidé par Charles Asare, ancien directeur général de la Ghana Airports Company Limited, réunit des

experts de l'aérien, des profils juridiques et des représentants institutionnels. Sa mission comprend l'élaboration d'un plan d'affaires durable, la coordination avec des partenaires techniques et stratégiques, la supervision des procédures réglementaires et de certification, ainsi que la préparation du déploiement opérationnel : stratégie de recrutement, acquisition de flotte et développement du réseau de routes. Cette démarche intervient après plusieurs tentatives infructueuses. En 2022, le gouvernement avait confié le projet à un groupement mené par Ashanti Airlines. Les plans prévoyaient la vente des premiers billets pour avril et mai 2023, alors que le vol inaugural était annoncé pour juin ou juillet de cette même année. Avant la tentative manquée avec Ashanti Airlines, l'Etat

avait sollicité en décembre 2018 l'expertise d'Ethiopian Airlines pour concrétiser ce vieux projet. Le partenariat n'ayant pas prospéré, les autorités se sont tournées vers EgyptAir, mais cette option s'est aussi soldée par un échec. Au-delà de la réduction des coûts et de la dépendance aux transporteurs étrangers, le projet de création d'une compagnie aérienne nationale vise à soutenir la politique de développement du secteur aérien au Ghana. Cette politique comprend aussi la création d'infrastructures, de centres de maintenance, et la formation d'un personnel qualifié. Il faut rappeler que depuis près de 15 ans, le Ghana ne possède plus de compagnie aérienne. Ghana Airways, la première compagnie du pays créée en 1958, a cessé toute activité en

2004 à la suite d'une faillite déclarée. En 2005, Ghana International Airlines a pris le relais, mais n'a opéré que pendant cinq ans. La mise en place du comité relance donc un projet de forte portée symbolique et stratégique. Mais son aboutissement dépendra de plusieurs facteurs, notamment la capacité à attirer des partenaires solides, à structurer un modèle économique viable, et à convaincre les autorités de certification et les bailleurs. Pour l'heure, aucune date n'a été fixée pour la mise en service du futur transporteur national. En avril dernier, le ministère des Transports du Ghana a révélé être dans des discussions avancées avec l'espagnol West Atlantic Group (WAG), concernant le projet, sans donner plus de détails.

ZAMBIE

20 milliards \$ prévus d'ici à 2030 pour stimuler la chaîne de valeur des minéraux critiques

En Zambie, le secteur minier constitue un pilier de l'économie, représentant plus de 10 % du PIB et 70 % des exportations. L'État cherche à en optimiser la contribution, en misant notamment sur l'exploitation de minéraux critiques tels que le cuivre, le cobalt ou encore le nickel. La Zambie ambitionne de mobiliser environ 20 milliards USD d'ici 2030 afin de développer une chaîne de valeur intégrée autour des minéraux liés à la transition énergétique, notamment le cuivre. C'est ce qui ressort de la feuille de route intitulée « Repositioning Zambia to Leverage Energy Transition Minerals for Economic Transformation: A Roadmap », conçue par la Banque mondiale en collaboration avec le gouvernement zambien et publiée en avril 2025. Cette feuille de route prévoit des réformes

ciblées pour permettre à la Zambie de valoriser pleinement ses ressources minérales stratégiques et accélérer sa transformation économique. Ces mesures portent notamment sur la modernisation du cadastre minier par de nouvelles études cartographiques et géologiques, l'accélération de l'exploration et du développement de gisements ou encore la relance de projets miniers abandonnés. À tout cela s'ajoutent l'optimisation des infrastructures logistiques, le renforcement de l'approvisionnement électrique dans les zones minières, ainsi que le développement du capital humain. Le programme s'étendra sur plusieurs années, avec une première phase courant jusqu'en 2030, correspondant à l'enveloppe initiale de 20 milliards USD. À l'horizon 2040, le coût total des investissements pré-

vus est estimé à 60 milliards USD. Ces fonds devraient en majeure partie provenir des acteurs du secteur privé. Les minéraux critiques au cœur du développement économique en Zambie En misant sur la valorisation de ses minéraux critiques, la Zambie cherche à profiter de la croissance d'un marché en plein essor. Dans son rapport « Global Critical Minerals Outlook 2024 », l'AIE indique que la valeur du marché des minéraux critiques devrait passer de 325 milliards USD en 2024 à 770 milliards USD en 2040. En parallèle, le Future Minerals Forum prévoit que 5400 milliards USD d'investissements seraient nécessaires d'ici 2035 pour soutenir la production de minéraux critiques dans une « Super Région » englobant l'Afrique.

GABON

Le pays parie sur le financement régional pour ramener sa dette à 39% du PIB d'ici 2027

Avec sa stratégie d'endettement 2025-2027, qui s'inscrit dans la continuité de celle de 2024, le Gabon espère non seulement réduire les pressions liées à sa dette publique, mais également renforcer sa résilience économique à long terme. Le Gabon vient de dévoiler une stratégie visant à réduire de façon significative son taux d'endettement à l'horizon 2027. Dans son plan stratégique 2025-2027, il prévoit de réduire progressivement sa dépendance aux emprunts extérieurs, notamment sur les marchés internationaux tels que les euro-obligations, en privilégiant les emprunts intérieurs sur le marché régional, jugé plus stable. En 2025, le plafond des nouveaux emprunts est fixé à 902 milliards FCFA (560 millions \$), dont 52,1% pour les engagements extérieurs et 47,9% pour les engagements intérieurs. Cette proportion évoluera favorablement pour les engagements intérieurs à partir de 2026, avec un plafond total réduit à 250 milliards FCFA, dont 60% seront mobilisés sur le marché régional et 40% sur le marché international. Cette tendance se maintiendra en 2027, confirmant la volonté des autorités gabonaises de recentrer leurs emprunts sur des sources régionales plus sûres. « En somme, sur la période 2025-2027, le plafond des nouveaux emprunts s'établirait en moyenne à 467,7 milliards FCFA, dont 223,3 milliards FCFA d'engagements extérieurs et 244 milliards FCFA d'engagements intérieurs », lit-on dans la stratégie d'endettement de l'Etat. L'une des ambitions est de réduire le taux d'endettement de 55,7% du PIB en 2024 à 39,1% en 2027. Parallèlement, le ratio de liquidité, qui mesure la capacité du pays à honorer ses engagements financiers, s'améliorera également, passant de 55% en 2024 à 42,7% en 2027. Dans sa stratégie 2025-2027, Libreville prévoit également de privilégier les prêts à long terme pour limiter les pressions liées au service de la dette. Les financements multilatéraux avec une maturité de 18 ans et les prêts bilatéraux sur 15 ans remplaceront progressivement les emprunts à court terme. La part de la dette arrivant à échéance dans un délai d'un an sera limitée à 10% du portefeuille total.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Des droits de douane ? Quels droits de douane ?

Les places financières ont profité cette semaine de la baisse des taux directeurs de la Banque populaire de Chine et de la Banque d'Angleterre, tandis que la Fed continue d'adopter une attitude prudente face aux droits de douane. Mais l'actualité majeure est indéniablement l'apaisement des tensions commerciales, avec un accord conclu entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis ainsi que la tenue de discussions avec la Chine ce week-end. D'autres accords pourraient être signés dans les semaines à venir, réduisant ainsi les incertitudes au sujet de l'économie mondiale.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Pinterest +8,75 % : la plateforme américaine de découverte visuelle publie de solides résultats, portés par une stratégie efficace mêlant intelligence artificielle et publicité ciblée.
Erste Group +18,61 % : la banque autrichienne annonce l'acquisition de 49% de Santander Bank Polska et Polish AM pour 7 milliards d'euros. Une opération stratégique pour renforcer sa présence sur le marché bancaire polonais.
Aston Martin +15,21 % : le constructeur britannique s'envole en Bourse, profitant à la fois de la baisse d'un quart de point des taux directeurs par la Banque d'Angleterre et de l'annonce d'un accord commercial entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni dans l'automobile.
Rheinmetall +7,49 % : le géant allemand de l'armement publie un trimestre record et vise une croissance annuelle de 25 à 30%, confirmant la dynamique forte du secteur et son statut de vedette de la défense.
Hims & Hers +27,29 % : la plateforme médicale a largement dépassé les attentes sur son bénéfice net et confirmé ses prévisions annuelles, rassurant sur son potentiel de croissance.
Legrand +4,45 % : les revenus liés aux data centers s'envolent, offrant un levier de croissance au spécialiste des infrastructures électriques, qui confirme ses objectifs annuels.

Flops
Le secteur de la santé (Sanofi -5,11 %, AstraZeneca -4,78 %, ...) : la nomination de Vinay Prasad à la tête du "Center for Biologics" (CBER) de la FDA inquiète les marchés. Connu pour sa rigueur réglementaire, le chercheur américain pourrait inaugurer une ère plus stricte pour les biotechs aux Etats-Unis. En parallèle, Donald Trump a de nouveau laissé flotter son intention de forcer les laboratoires à casser leurs prix aux USA.
Alphabet -6,88 % : des rumeurs évoquent qu'Apple pourrait intégrer de l'intelligence artificielle à Safari, relançant les craintes autour de la domination de Google dans la recherche en ligne et pesant sur sa maison mère.
TeamViewer -17,12 % : le spécialiste des logiciels de maintenance a signé sa plus forte baisse journalière de l'année, malgré un bénéfice net trimestriel supérieur aux attentes. Les investisseurs ont été refroidis par les perspectives prudentes du dirigeant pour le reste de l'année.
ArgenX -13,83 % : la biotech a quasiment doublé ses revenus sur un an, mais le marché s'inquiète de la sous-performance de son produit phare, le Vyvgart, selon les analystes.

Solvay -11,67 % : le chimiste belge est dans les clous ce trimestre, mais anticipe un recul d'activité au suivant. Ses prévisions annuelles sont jugées décevantes.
Fortinet -8,25 % : le groupe de cybersécurité a publié des résultats solides, mais ses prévisions prudentes ont refroidi les investisseurs. Il évoque un possible ralentissement des dépenses IT des entreprises au deuxième trimestre.

Matières premières
Energie : Les espoirs d'une détente dans les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont stimulé le Brent et le WTI cette semaine. Les discussions à venir ce week-end entre les deux nations ont amélioré le sentiment du marché, bien que des progrès significatifs sur la réduction des tarifs soient nécessaires pour voir un impact durable sur la demande. Cependant, du côté de l'offre, l'OPEC+ continue d'augmenter sa production, ce qui pourrait exercer une pression à la baisse sur les prix à moyen terme. Sur le plan géopolitique, les sanctions américaines contre certaines raffineries chinoises pour leurs achats de pétrole iranien ont intensifié les contraintes sur les importations iraniennes. Cette dynamique pourrait influencer les choix de certains acheteurs chinois à l'avenir. Un autre développement à souligner est l'accord commercial entre les États-Unis et le Royaume-Uni, qui a apporté un certain soulagement aux marchés, bien que les détails laissent penser que son impact immédiat demeure limité. Le Brent s'échange en hausse à 63,70 USD tandis que le WTI se négocie autour de 60,60 USD.
Métaux : Les opérateurs font preuve d'attentisme et attendent des nouvelles des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine. À la Bourse des métaux de Londres (LME), le cuivre fait du surplace autour de 9400 USD la tonne, montrant une tendance résolument prudente à l'approche des pourparlers. L'or a en revanche repris son ascension à 3330 USD. Les tensions entre l'Inde et le Pakistan relèvent la prime de risque géopolitique et renforcent l'attrait des valeurs-refuges.
Produits agricoles : Le blé s'échange en baisse à Chicago, à 530 cents le boisseau (échéance juillet 2025). Des conditions météorologiques favorables aux États-Unis, en Ukraine, et en Russie améliorent les perspectives de récolte, au détriment des prix. Toujours à Chicago, le prix du soja tend à se redresser en amont des discussions prévues ce week-end entre la Chine et les Etats-Unis.

Macroéconomie
Ambiance : Alors que la réunion de la Fed n'a pas apporté un éclairage nou-

veau, les investisseurs semblent se satisfaire, pour le moment, de quelques avancées en provenance des droits de douane. Ainsi, l'Angleterre est la première à dégainer avec l'annonce d'un accord avec les Etats-Unis. Tous espèrent qu'un réchauffement des relations avec la Chine, idéalement suivi d'un accord commercial, sera LA bonne nouvelle de la semaine prochaine. En attendant, les rendements obligataires ne parient pas sur une récession, du moins à court-terme alors que le S&P 500 fait face à sa moyenne mobile 200 jours. Il faudra effectivement des signaux positifs de la part des tarifs pour continuer la remontada en cours depuis début avril.
Crypto : Le bitcoin (BTC) n'est plus qu'à quelques encablures de son sommet historique. En évoluant désormais autour des 103 000 dollars, et après une progression de près de 10 % cette semaine, il ne lui manque plus que 6 % de hausse pour atteindre son record de 109 300 dollars, inscrit en janvier. Cette envolée est largement soutenue par l'afflux massif de capitaux dans les ETF Bitcoin Spot. L'IBIT, ETF phare de BlackRock, affiche ainsi 17 séances consécutives d'entrées nettes positives, un signal fort de l'engouement institutionnel. Entre le 14 avril et le 7 mai, ses actifs sous gestion ont bondi de 48,58 à 62,91 milliards de dollars. Cette dynamique s'inscrit dans un climat d'apaise-

ment des tensions commerciales, qui réoriente les flux vers les actifs risqués, et place les cryptomonnaies en première ligne. L'éther (ETH), de son côté, n'est pas en reste. La deuxième crypto par capitalisation a signé ce jeudi sa plus forte séance en quatre ans, avec une envolée de 22 % en 24 heures. Elle évolue désormais autour de 2 350 dollars, une progression bienvenue alors que l'ETH reste encore en retrait de 30 % depuis le début de l'année.
La saison des résultats touche à sa fin : 90% des entreprises du S&P 500 ont déjà publié leurs chiffres. Mais le calme n'est pas encore total. Cisco, Walmart, Alibaba, Allianz, Richemont, Applied Materials ou encore Deutsche Telekom devraient encore mettre un peu d'animation sur les marchés.
Côté macroéconomie, la semaine s'annonce chargée. Mardi, les regards se tourneront vers l'inflation américaine d'avril. Jeudi, le Royaume-Uni ouvrira le bal avec son PIB du premier trimestre, suivi des ventes au détail et de l'indice des prix à la production aux Etats-Unis. Jerome Powell, le président de la Fed, prendra aussi la parole à Washington.
Enfin, vendredi, direction l'Asie avec la croissance japonaise, avant de revenir aux Etats-Unis pour l'indice préliminaire de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 08 Mai 2025 Valeur : 12 Mai 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.6798	132.6948
1	EUR	EURO		149.8618	149.9053
1	GBP	POUND STERLING		176.3187	176.3620
100	JPY	JAPANESE YEN		91.8962	91.9385
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3366	18.3402
1	CHF	SWISS FRANC		160.3575	160.3950
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6733	95.6911
1	DKK	DANISH KRONE		20.0890	20.0928
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7103	13.7164
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7983	12.8048
1	AED	UAE DIRHAM		36.1201	36.1300
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3728	35.3787
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.4635	432.6534
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1160	44.5594
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3979	14.3996
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.1909	24.3151
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3229	3.3332
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.0665	180.0665

NÉGOCIATIONS CHINE-ETATS-UNIS

Trump évoque «de grands progrès»

Les pourparlers entre les deux pays, entamés samedi matin à Genève pour tenter de résoudre la guerre commerciale, ont été suspendus dans la soirée et doivent reprendre dimanche matin.

Donald Trump s'est félicité samedi des «grands progrès» accomplis lors de pourparlers entre dirigeants américains et chinois à Genève sur les droits de douane et a affirmé qu'une «remise à zéro a été négociée». «Très bonne réunion aujourd'hui avec la Chine, en Suisse. Beaucoup de choses ont été discutées, beaucoup ont été approuvées. Une remise à zéro a été négociée de manière amicale mais constructive.

Nous souhaitons, pour le bien de la Chine et des États-Unis, que la Chine s'ouvre aux entreprises américaines. De grands progrès ont été accomplis!», a-t-il écrit sur le réseau Truth Social. Les pourparlers entre la Chine et les États-Unis, entamés samedi matin dans une villa cossue à Genève pour tenter de résoudre la guerre commerciale à laquelle se livrent les deux pays, ont été suspendus dans la soirée et doivent reprendre dimanche matin. Signe de l'importance des enjeux, les deux capitales ont envoyé des représentants de haut rang à Genève ce week-end pour ces tractations: le secrétaire américain au Trésor Scott Bessent, le représentant au Commerce Jamieson Greer et le

vice-Premier ministre chinois He Lifeng. «Le contact établi en Suisse est une étape importante dans la promotion de la résolution du contentieux», a indiqué en amont de la réunion l'agence de presse officielle Chine nouvelle, sans fournir plus de détails sur l'avancement des négociations.

«Le président aimerait régler le problème avec la Chine»

Depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier, Donald Trump a fait des droits de douane une arme politique. Il a imposé une surtaxe de 145% sur les marchandises venant de Chine, en plus des droits de douane préexistants. Pékin, qui a promis de combattre «jusqu'au bout» les surtaxes de Donald Trump, a riposté avec 125% de droits de douane sur les produits américains. Résultat: les échanges bilatéraux sont pratiquement à l'arrêt et les marchés ont connu de violents soubresauts. Vendredi, Donald Trump avait fait un geste en suggérant d'abaisser à 80% les droits de douane punitifs qu'il a lui-même imposés sur les produits chinois. «Le président aimerait régler le pro-

blème avec la Chine. Comme il l'a dit, il aimerait apaiser la situation», a assuré vendredi soir le secrétaire au Commerce Howard Lutnick sur Fox News. Le geste reste symbolique, car à ce niveau les droits de douane ne seraient toujours pas supportables pour la plupart des exportations chinoises vers les États-Unis. Le vice-Premier ministre chinois a semblé arriver à Genève avec un atout: Pékin a annoncé vendredi un bond de 8,1% de ses exportations en avril, un chiffre quatre fois supérieur aux prévisions des analystes, mais les exportations vers les États-Unis ont chuté de près de 18%. Donald Trump «ne va pas unilatéralement abaisser les droits de douane sur la Chine. On doit aussi voir des concessions de leur part», a averti sa porte-parole, Karoline Leavitt. «Un résultat possible des discussions en Suisse serait un accord pour suspendre la plupart, voire la totalité, des droits de douane imposés cette année et cela pendant la durée des négociations» bilatérales, a déclaré à l'AFP Bonnie Glaser, qui dirige le programme Indo-Pacifique du German Marshall Fund, un cercle de réflexion à Washington.

IRLANDE

Les droits de douanes pénalisent l'économie

L'annonce des nouvelles mesures douanières américaines est une source de préoccupation majeure pour l'Irlande. Quels que soient les scénarios anticipés, leurs effets sur l'économie irlandaise seront progressifs mais significatifs : baisse du PIB, impact sur les recettes fiscales et suppression anticipée de milliers d'emplois. À court terme, les entreprises, notamment pharmaceutiques, ont anticipé en accélérant leurs exportations vers les États-Unis, mais à moyen terme, l'incertitude demeure. L'Irlande aborde toutefois cette période avec des fondamentaux économiques solides. Le pays reste en bonne voie pour enregistrer un nouvel excédent budgétaire en 2025, avec un surplus de 4,1 Mds EUR au premier trimestre - soutenu par une hausse de 25 % de l'impôt sur les sociétés. Malgré une croissance rapide des dépenses, notamment en logement et en santé, la position de trésorerie de l'État reste confortable, offrant une marge de manœuvre face aux incertitudes globales. Le gouvernement adopte une posture de prudence et de négociation, plaidant pour une réponse mesurée - tout en soutenant la préparation d'une riposte européenne si les États-Unis refusent toute concession. En interne, il s'agit désormais de préparer l'opinion à des ajustements budgétaires et fiscaux, en rupture avec les choix de politique économique des dernières années. La question de l'Irlande du Nord, qui bénéficie, à ce stade, de droits de douanes inférieurs, ajoute une complexité supplémentaire à un paysage déjà difficile, dans lequel l'Irlande, forte d'une relation privilégiée avec les États-Unis, entend jouer un rôle clé.

ETATS UNIS

Une juge bloque temporairement les licenciements massifs ordonnés par Donald Trump

La magistrate d'un tribunal de district de Californie a ordonné une pause de deux semaines, estimant que ces mesures de licenciement nécessitaient probablement l'approbation du Congrès. Une juge américaine d'un tribunal de district de Californie a temporairement empêché plusieurs agences fédérales de procéder aux licenciements massifs de fonctionnaires ordonnés en février par le président Donald Trump. La magis-

trate, Susan Illston, a ordonné vendredi une pause de deux semaines, estimant que ces mesures nécessitaient probablement l'approbation du Congrès. "La Cour estime que le président doit probablement demander la coopération du Congrès pour ordonner les changements qu'il souhaite, et émet donc une ordonnance de restriction temporaire pour suspendre les réductions d'effectifs à grande échelle dans l'intervalle", a-t-elle écrit

dans son ordonnance. Depuis son retour à la Maison Blanche en janvier, Donald Trump a ordonné aux agences fédérales de préparer des plans de réduction des effectifs de grande ampleur, dans le cadre des efforts déployés par la Commission pour l'efficacité gouvernementale (Doge), dirigée par le milliardaire Elon Musk, pour réduire les effectifs de l'administration fédérale. Dans un décret du 11 février, il a appelé à une

"transformation cruciale de la bureaucratie fédérale" et a demandé aux agences de licencier les employés qui ne sont pas considérés comme importants. La semaine dernière, une coalition de syndicats, de groupes à but non lucratif et de six villes et comtés a poursuivi Donald Trump, Doge et des agences fédérales, dont l'Office of Management and Budget (OMB), arguant qu'ils avaient outrepassé leur autorité en mettant en oeuvre les li-

cenciements massifs sans le feu vert du Congrès. "La tentative illégale de l'administration Trump de réorganiser le gouvernement fédéral a plongé les agences dans le chaos, perturbant les services importants fournis à travers notre nation", ont déclaré les plaignants, menés par la Fédération américaine des employés du gouvernement (AFGE), dans un communiqué commun, saluant le gel temporaire ordonné par la juge Illston.

PORTUGAL

L'économie a reculé de 0,5% au premier trimestre 2025

L'économie portugaise a reculé de 0,5% au premier trimestre de 2025 inversant la croissance de fin 2024 et contrastant avec la tendance de la zone euro. L'économie portugaise a débuté l'année 2025 avec une contraction inattendue. Selon les données de l'Institut national de la statistique (INE), le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 0,5% au premier trimestre de l'année, par rapport aux trois derniers mois de 2024. Ce résultat représente un retournement par rapport à la croissance de

1,4% enregistrée au trimestre précédent et contraste avec la croissance de 0,4% observée en moyenne dans la zone euro. Les analystes s'attendaient à un ralentissement de la croissance, mais ils n'avaient pas anticipé une valeur négative. Les prévisions tablaient sur une légère augmentation, jusqu'à 0,2%, qui ne s'est finalement pas concrétisée. Selon l'INE, la diminution de la croissance résulte de deux facteurs principaux : la contribution négative de la demande extérieure nette et la contribution nulle de la demande

intérieure. Au trimestre précédent, les deux avaient été positives. La demande intérieure a été affectée par la baisse de la consommation privée, en partie expliquée par la réduction du revenu disponible des ménages, qui a chuté de 1,2% en début d'année. Cette diminution a annulé une partie des gains réalisés à la fin de 2024, entraînant une moindre propension à dépenser et à investir. D'autre part, la demande extérieure nette s'est détériorée en raison du ralentissement des exportations de biens et de services, bien qu'il y ait eu

une augmentation de 7,8% des ventes à l'étranger. Les importations ont également augmenté de 7,1%, ce qui a encore pesé sur la balance extérieure. L'environnement économique mondial a également eu un impact significatif sur la performance de l'économie portugaise. Les nouvelles taxes commerciales imposées par les États-Unis, notamment sur l'aluminium et l'acier, ont créé de l'instabilité dans les relations commerciales mondiales, affectant la confiance des consommateurs et des investisseurs.

SVALBARD

Le bunker arctique qui protège l'héritage numérique de l'humanité

Sous la glace du Svalbard, des films photo stockent des œuvres, des codes, des archives. Un bunker de données construit pour durer des siècles, loin des conflits et de l'obsolescence.

Dans une ancienne mine de charbon creusée à flanc de montagne, tout près du cercle polaire, un conteneur métallique contient des copies numériques de monuments, de livres rares, de langages en danger et même de logiciels open source. Le site, bien nommé Arctic World Archive, fonctionne depuis 2017 et reçoit des dépôts de données trois fois par an. L'idée est de préserver sur film analogique ce que les disques durs et les serveurs risquent de perdre avec le temps, les attaques ou l'évolution technologique. Et faire de ce refuge souterrain un coffre-fort durable, où l'information restera lisible dans un futur lointain, même sans électricité.

Un climat stable, une montagne creuse, et des bobines d'archives sous clé

Il faut marcher plusieurs centaines de mètres dans un tunnel obscur pour atteindre la porte blindée du dépôt. Des rails rouillés marquent encore le passage des waggonnets de l'époque où la mine était en activité. La température ne dépasse jamais zéro degré. L'air reste sec. « Ce sont des conditions idéales pour conserver les films pendant des siècles », explique Rune Bjerkestrand, fondateur de la société norvégienne Piql, qui gère le site. À ses yeux, le Svalbard est l'un des endroits les plus sûrs au monde. « C'est loin de tout. Loin des guerres, du terrorisme, des catastrophes naturelles ». À l'intérieur du bunker, des étagères en métal accueillent des bobines soigneusement emballées. Les clients, institutions ou entreprises, paient pour transférer leurs fichiers sur un support photosensible, avant de les faire archiver ici. Plus d'une centaine de dépôts ont déjà été réalisés, venus d'une trentaine de pays. Parmi les documents déjà conservés, on trouve des modèles 3D du Taj Mahal, des pages manuscrites de la bibliothèque du Vatican, des images satellites de la Terre,



ou encore une reproduction numérique du tableau « Le Cri », d'Edvard Munch. Récemment, des enregistrements de langues en voie de disparition et des partitions de Chopin sont venus enrichir la collection. Le photographe Christian Clauwers a également confié des clichés des îles Marshall, menacées par la montée des eaux. « Ce sont des témoins visuels de territoires qui risquent de disparaître ».

Préserver le code source et éviter l'oubli numérique

Les films utilisés dans l'Arctic World Archive ne sont pas lisibles à l'œil nu. Chaque contient une série d'images microscopiques, créées à partir de la suite de bits de chaque fichier. À l'échelle d'une trame, huit millions de pixels forment un motif qui évoque des QR codes ultra-condensés. « Les informations sont codées comme des images. On peut les lire sans logiciel spécifique, simplement avec un scanner optique », détaille Alexey

Mantsev, développeur chez Piql. Dans le fond de la chambre, une boîte métallique plus imposante attire l'attention. C'est le « Code Vault » de GitHub, qui contient les versions archivées de tous les dépôts publics de sa plateforme, y compris les langages de programmation, les bibliothèques, les outils d'IA. Kyle Dai-gle, directeur des opérations chez GitHub, résume : « Il est extrêmement important pour l'humanité de garantir l'avenir des logiciels ». Car l'oubli numérique n'est pas un scénario théorique. Beaucoup de formats deviennent rapidement illisibles. Des disquettes aux CD-Roms, en passant par les formats propriétaires, les exemples abondent. Joanne Shortland, archiviste chez Jaguar Daimler Heritage Trust, a déposé des documents techniques liés à l'histoire de la marque. Elle le constate au quotidien : « Il faut sans arrêt migrer les formats pour rester compatibles. C'est épuisant ». Le film analogique utilisé ici ne subit pas

ce risque. Il ne s'efface pas, ne peut pas être modifié, et reste lisible tant qu'on dispose d'un guide de lecture, également imprimé dessus. Le principe est de rendre le contenu accessible même dans plusieurs siècles, y compris si les outils numériques ont disparu. Pas besoin d'électricité. Pas besoin de logiciels. Mais d'autres testent aussi leurs propres solutions. Microsoft, par exemple, développe une méthode d'archivage sur verre. Des chercheurs de Southampton ont créé un support optique « 5D » capable de stocker un enregistrement du génome humain dans un minuscule cristal. Mais ces innovations n'en sont encore qu'au stade expérimental. Le film, lui, a déjà plusieurs décennies d'usage derrière lui. Les prochaines livraisons au bunker du Svalbard sont déjà prévues. Certaines contiendront des journaux nationaux, d'autres des archives culturelles. L'idée reste la même. Placer, loin du tumulte, des fragments de mémoire collective, sur un support qui résiste au temps.

Lancée en 1972, cette sonde soviétique censée atteindre Venus va s'écraser sur Terre

La sonde russe Kosmos 482, en orbite autour de la Terre depuis 53 ans, s'appête à s'écraser sur Terre. Si les chercheurs sont parvenus à identifier quand, ils ne savent toujours pas où... La sonde est issue du programme Venera de l'Union soviétique, qui a notamment réalisé le premier atterrissage en douceur d'un vaisseau spatial sur une autre planète, avec la mission Venera 7 en 1970. Une prouesse suivie d'un second succès avec Venera 8, qui s'est aussi posée sur Venus en 1972. Lancée le 31 mars 1972, Venera 9, ou Kosmos 482, n'a jamais réussi à quitter l'attraction terrestre. En cause, une défaillance de son lanceur, la fusée Molniya.

Un point d'impact prévu le 10 mai au matin

Depuis, elle se trouve sur une orbite elliptique, et perd progressivement de l'altitude en raison de la traînée aérodynamique. Ces dernières semaines,

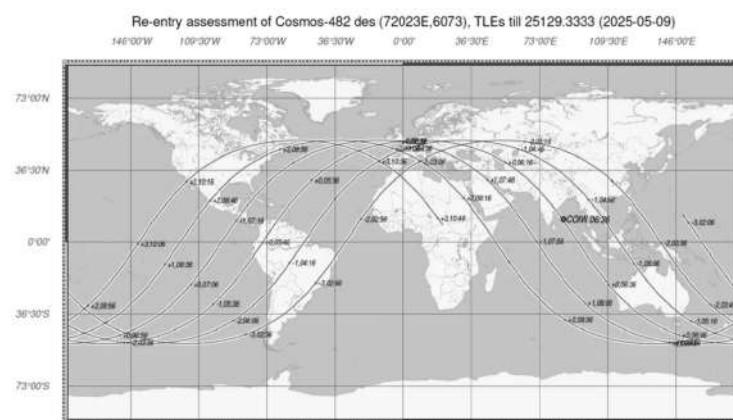


la sonde a plongé plus profondément dans l'atmosphère, accélérant son inexorable chute. D'après les dernières mises à jour de l'Agence spatiale européenne (ESA), Kosmos 482 s'écrasera sur Terre ce samedi 10 mai, aux alentours de 8h26 heure de Paris. La fenêtre complète se situe entre 4h01 et 12h51, avec une trajectoire se situant entre 52° de latitude nord et sud, ex-

cluant les parties les plus septentrionales du Canada, de l'Europe et de la Russie. Autrement dit, un espace très, très vaste. Car prédire son point d'impact relève du casse-tête. L'atmosphère terrestre, capricieuse et constamment remodelée par l'activité solaire, fait dévier sa trajectoire de manière imprévisible. Après 53 ans dans le vide spatial, l'orientation exacte du vaisseau demeure inconnue, tout comme son comportement lors de sa descente « longue et peu profonde ».

« Plus de risque d'être frappé par la foudre »

« Comme elle n'atteindra probablement la surface de la Terre que sous la forme d'un seul objet, les risques encourus sont moindres que ceux créés, par exemple, par la rentrée d'un étage supérieur de Falcon 9, qui projette plusieurs objets de la taille d'un mètre sur une vaste zone », rassure Marco Langbroek, spécialiste néerlandais du suivi des satellites.



Récemment, des débris de la fusée de SpaceX ont été retrouvés dans plusieurs villages de Pologne. Il y a logiquement plus de chances que l'engin entre en collision avec la Terre au niveau de l'océan, qui recouvre 71 % de la planète, ou dans une zone très peu peuplée. « Bien que le risque ne soit pas nul, un individu sur

Terre est beaucoup plus susceptible d'être frappé par la foudre que d'être blessé par Kosmos 482. S'il reste intact jusqu'à la surface, nous prévoyons un risque de 0,4 sur 10 000, ce qui est bien en deçà du seuil de sécurité actuel », indique la Aerospace Corporation.

Sources : Aerospace Corporation

Elégance, performances et agrément, redécouvrez la Peugeot 405 !

Lorsqu'elle s'équipe des gros moteurs 1,9 l et 2,0 l essence, la familiale au lion concilie performances de GTI et habitabilité appréciable. Tout en offrant parfois un bel équipement ! En voie de raréfaction rapide, ces Peugeot 405 sont à sauver d'urgence, surtout qu'elles ne coûtent pas cher : dès 2 000 €.

Descendante de la Peugeot 304, la 305 bénéficie en 1982 d'un habile restylage qui relance magnifiquement sa carrière. Et pourtant, c'est cette année-là que le constructeur de Sochaux initie l'étude de sa remplaçante, en la codant D60. Les finances étant flageolantes, on récupère des éléments existants, comme la plate-forme, celle de la Citroën BX, ainsi que les moteurs XU, très modernes.

Largement modifiée pour recevoir des trains roulants maison (ressorts hélicoïdaux avant, bras tirés et barres de torsion arrière), elle s'habille d'une carrosserie dessinée chez Pininfarina par Diego Ottina, sous la direction d'Enrico Fumia. Le carrossier italien a fini par l'emporter en 1983 face aux propositions du bureau de design interne, et dès 1984, le design est gelé. Pour sa part, l'habitacle est créé par Paul Bracq, chez Peugeot.

La 405 est révélée en mai 1987, et d'emblée, son esthétique fine, moderne et dynamique fait vieillir la concurrence, Renault 21 en tête. Mieux, cette beauté se double d'une belle fonctionnalité, entre un Cx très bas de 0.29 et une vaste habitabilité. La gamme, riche, comporte 4 niveaux de finition et 5 moteurs à essence, dont le XUE9, un 1,9 l proposé avec un carburateur (110 ch) ou une injection (125 ch), presque comme dans la très désirée 205 GTI 1.9.

On peut s'offrir la 405 110 ch en déclinaison GR à l'équipement peu fourni (allez, le compte-tours est en série) et SR, plus riche (direction assistée, sellerie velours, vitres électriques, fermeture centralisée sont inclus). A noter que cette motorisation est proposée en deux puissances fiscales, 7 CV (boîte longue) et 9 CV (boîte normalement étagée).

La première, aux reprises molles, n'a aucun intérêt face à la 405 dotée du 1,6 l de 90 ch, plus vive et moins chère, aussi la seconde s'impose-t-elle. Grâce notamment à un poids très réduit (1 040 kg !), les performances sont déjà étonnantes, avec un maxi de 190 km/h et un 0 à 100 km/h en 10,3 s. Pour sa part, la 125 ch, offerte en GRI et SRI, atteint carrément les 200 km/h, franchissant les 100 km/h en 9,7 s. Ce n'est pas la version sportive Mi16, naturellement, mais la SRI la talonne en reprises ! Ce poids faible est aussi la traduction, malheureusement, d'une qualité de fabrication insuffisante, la finition frôlant le ridicule.

Pire, les prix sont élevés : de 89 200 F en GR 1.9 à 109 500 F en SRI (soit de 26 600 € à 32 650 € actuels selon l'Insee). Elle est plus chère que les BX et R21 équivalentes. Et pourtant ! La Peugeot se vend très bien, la mode étant alors plus au dynamisme et au rendement qu'aux plastiques moussés. Elue voiture de l'année 1988, la 405 se décline en break pour le millésime 1989, puis reçoit des variantes à quatre roues motrices (dotées d'une suspension arrière hydro-pneumatique Citroën) nommées GR X4 et SR X4.

Toujours en 1989, une nouvelle boîte de vitesses est montée, cependant que la GRI est remplacée par la SI, à la présentation vaguement sportive, et un break Roland Garros (125 ch) arrive en série limitée.

En juillet 1990, la 405 bénéficie d'un nouveau volant et d'une finition légèrement améliorée, alors qu'une déclinaison luxueuse STI est proposée en 1991 (cuir, jantes alliage, vitres arrière électriques et petits parements en bois de série, mais pas la clim, on est chez Peugeot...). En 1992, la série spéciale GRX, une GR moins mal équipée, aide à écouler les stocks avant l'arrivée, en juillet, de grosses évolutions.

Profondément revue, la 405 bénéficie d'une coque rigidifiée, d'une insonorisation renforcée et d'un tout nouveau tableau de bord, enfin bien fabriqué ! La poupe, revue, intègre de nouveaux feux et un seuil de coffre abaissé. Sous le capot, les moteurs évoluent, tous gagnant un catalyseur. Le 1,9 l est remplacé par



un 1,8 l de 103 ch en bas de gamme et un 2,0 l de 123 ch en haut de gamme. La finition GR n'a pas droit à ce dernier, réservé aux SRI et STI, mais à cause d'un poids en hausse, les performances régressent légèrement. Heureusement, l'équipement se bonnifie : la SRI gagne notamment des vitres arrière électriques, des antibrouillards ou encore des glaces teintées. Quant à la STI, la clim, les sièges électriques chauffants et la sono font désormais partie de sa panoplie.

En juillet 1994, la fin se précise pour la 405, dont la finition SR est remplacée par la Signature, offrant en sus la clim et la radio. La STI récupère un ABS de série, mais fin 1995, la 406 succède à la 405. Celle-ci quitte progressivement les chaînes hexagonales, mais elle continue sa carrière loin de nos frontières, notamment en Iran. Des dérivés de la 405 sont encore en production, lui permettant de passer les 5 millions d'exemplaires.

Combien ça coûte ?

En bon état, une 405 GR ou SR 110 ch reviendra à 2 000 €, contre 2 500 € à une injection, presque toujours en SRI. En très bonne condi-

tion, on ajoutera 1 000 €, 3 000 € suffisant pour s'offrir une SR 110 ch d'environ 100 000 km. Étonnamment, les rarissimes exemplaires à transmission intégrale ne sont pas plus chers. Pour les phases 2, ajoutez encore 1 000 €, alors qu'une STI phase 2 impeccable réclamera un minimum de 5 000 €. Les breaks sont introuvables, tout comme les STI phase 1.

Quelle version choisir ?

Toutes les 405 sont très agréables à mener. Cela dit, pour une conduite dynamique, on se tournera vers une SRI phase 1, alors que les amateurs de confort préféreront une phase 2.

Les versions collector

Les STI seront les plus recherchées, tout comme le break Roland Garros, dont 400 unités seulement ont été écoulées. Certainement la version la plus rare ! Mais toute 405 en parfait état d'origine, de par sa rareté, est un collector.

Que surveiller ?

La 405, c'est un peu l'inverse des Peugeot ac-

tuelles. Assemblée de façon désinvolte (avant 1992) mais mécaniquement très solide. Bien entretenu (attention à la courroie de distribution), le bloc XU encaisse largement les 200 000 km sans ennui majeur. Toutefois, un certain nombre de GR/SR ont été victimes en début de carrière de séries de segments défectueux : normalement, les autos atteintes ont été soit corrigées soit bazardees. Les problèmes concernent plutôt les périphériques, comme la carburation et les capteurs d'injection (surtout sur les versions catalysées). La boîte tient le coup, mais on surveillera les fuites aux soufflets de cardan.

Comme sur bien des Peugeot de ces années-là, les roulements des bras tirés arrière prennent du jeu, entraînant un carrossage négatif des roues : si on laisse traîner, il faut alors changer l'essieu. Par ailleurs, le freinage ABR, en option, est presque toujours en panne... Avant le restylage de 1992, l'habitacle pâtit d'une finition bâclée : ciel de toit qui tombe, sièges décousus, entrées d'eau... Celles-ci affectent aussi les feux arrière, qui fonctionnent alors n'importe comment. En dépit d'une peinture de qualité médiocre, la protection anticorrosion se révèle efficace, même si on jettera un œil attentif aux soubassements, l'auto dépassant les 30 ans.

Sur la route

Bon, passons sur le tableau de bord, affreux mais adroitement agencé. La position de conduite séduit déjà plus, tout comme le confort du siège. Mieux, l'habitabilité arrière est assez étonnante ! Cela dit, la finition confine à l'infâme, même si elle ne vieillit pas si mal. Sonore dès le démarrage, le moteur manque de progressivité à bas régime, malgré l'injection, mais passé 2 000 tr/min, il s'éclaircit la voix et sort les muscles.

Punchy, il séduit par sa vivacité et prend aisément 6 000 tr/min. De plus, la commande de boîte, précise et rapide, le seconde idéalement. Bel agrément mécanique, cette 405 SRI ! Et pourtant, elle séduit encore plus par son châssis. Direction affûtée et communicative, train avant rigoureux, la Peugeot adore la conduite dynamique. Par ailleurs, si on le provoque, le train arrière déboîte progressivement, ce qui rappelle la 205 GTI !

On se surprend à malmener cette brave berline, montrant que la Mi16 n'est pas la seule sportive de la gamme. Ajoutons un amortissement juste parfait, tant pour absorber les aspérités sans affecter le comportement que le confort. Certes, le freinage est d'époque, donc mollasson, le bruit important et les couinements nombreux, mais la 405 SRI propose un plaisir de conduite assez inattendu.

L'alternative newtimer*

Peugeot 407 V6 (2004 - 2009)

Destinée à concurrencer les premiums allemands, la 407 s'en donne les moyens techniquement. Déjà par ses trains roulants très raffinés, comportant une double triangulation avant et un essieu multibras arrière. Le tout se complète d'un amortissement piloté, dans les versions à moteur V6. En essence, celui-ci n'est autre que l'ES9, en 3,0 l pour 211 ch. De quoi prodiguer de beaux chronos, sauf que la Peugeot est lourde : plus de 1 600 kg. Proposée en de multiples finitions (de très bien équipées à carrément luxueuses) ainsi qu'en break SW, la 407 V6 entame néanmoins une carrière discrète en 2004, l'ère étant alors au tout diesel. Restylée en 2008, elle disparaît en 2009, l'offre en 6-cylindres se limitant alors justement au gasoil... Rapide, extrêmement sûre, onctueuse mécaniquement et confortable, la 407 V6 demeure pourtant très abordable : dès 2 500 € en bon état. Sa gourmandise la pénalise...

Mots fléchés

Couloir				Raillerie				Couche		Fille de Cadmos		Aubergiste	
Cabale		Crochets		Ville de l'Ariège		Collaborés		Amas		Petit oiseau			
												Fleuve d'Afrique	
Garnitures		Chambre d'écluses				Portions							
		Négation											
									Bar		Infanterie territoriale		
Jumeau											Roi de tragédie		
Picrate						Sabre		Vola					
			Courges		Passé							Habitant de l'Arctique	
Chagrins		Enduit						Ancien premier ministre anglais					
		Culotte de grande ampleur											
					Mèche rebelle				l'ara				
					Issus				Invendables				
Biffure	Langue du midi			Arrivée				Branché			Note de musique		
	Perroquet			Brammer							Prairie		
						Ton				Oiseau voleur			
										Longue période			
Hilarités							Thymus de veau	Valeur					
Contour								Vain					
					Requête							Animation	
					Rôder								
Quote-part	Déchiffrer					Naturel					Roi de Juda		Substances
	Hardiesses												
					Colle	Midi				Possède			
						Alcaloïde							
Âne sauvage										Humour			
l'été										Initiales pleuses			
russeau							Entre amis						
		Rosignols					Victoire de Napoléon					livre sacré	
Couteau		Affluent de la Seine					Hallucinogène				Curium		
											Milliardème d'unité		
				Saison	Train de banlieue		Dedans		Enzyme	l'atri-arche biblique			
		Suite											
À côté de		Sélénium						Troisième personne du singulier		Acide ribonucléique			
			Sport										
										Actrice française			
Dur							Enseignements						

Plus de 1.200 enfants atteints d’infirmité motrice cérébrale bénéficient d’examens médicaux

Au total, 1.235 enfants, atteints d'infirmité motrice cérébrale (IMC), ont bénéficié d'examens médicaux et d'interventions chirurgicales, depuis le début de l'année en cours, a indiqué, dimanche à Mascara, l'Association nationale Amel El-Hayat pour la protection des enfants atteints de cette pathologie, initiatrice de l'opération. Le président de l'association, Sid-Ahmed Mokadem, a précisé à l'APS, en marge de l'organisation d'un camp médico-chirurgical national dédié aux enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale et aux personnes à besoins spécifiques, clôturé, dimanche à l'établissement hospitalier public Meslem-Tayeb de Mascara, que ces interventions ont été réalisées dans le cadre de caravanes médico-chirurgicales ayant sillonné les wilayas d'El Tarf, El Oued, Khenchela, Souk Ahras et la wilaya déléguée de Messâad. Ces caravanes ont mobilisé des équipes médicales et paramédicales issues d'établissements de santé publics et privés à travers différentes wilayas du pays.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Lundi 12 mai 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DIPLOMATIE

M. Attaf reçoit un appel téléphonique de son homologue pakistanais

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, dimanche, un appel téléphonique du vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères de la République islamique du Pakistan, M. Mohammad Ishaq Dar, indiquant un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre pakistanais a informé son homologue algérien de "l'évolution de la situation dans la région du sous-continent indien, notamment les conditions ayant permis de parvenir à un accord de cessez-le-feu entre le Pakistan et l'Inde, en vue d'apaiser la situation et d'éviter toute escalade susceptible de compromettre la sécurité et la stabilité des deux pays et de toute la région", selon le communiqué. De son côté, le ministre d'Etat a exprimé la satisfaction de l'Algérie quant à cet accord, saluant "les efforts de médiation déployés pour y parvenir, en faisant valoir la diplomatie et le dialogue loin de la logique des tensions et de la confrontation". M. Attaf a également exprimé "l'aspiration de l'Algérie de voir cette démarche se consolider davantage dans les prochains jours, afin d'ouvrir de nouvelles perspectives pour instaurer les fondements d'une paix durable, juste et définitive entre ces deux pays voisins, au mieux des intérêts de leurs peuples et au service du renforcement de la paix et de la sécurité dans la région tout entière", conclut le communiqué.

BATNA

Atelier régional sur la culture de tritcale

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Batna a organisé dimanche en coordination avec le Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'université Batna-1 et l'Association de wilaya de développement de la culture des céréales et légumes secs, un atelier régional sur la culture de tritcale, une céréale hybride obtenue par le croisement du seigle et de l'orge. L'atelier organisé à l'amphithéâtre du parc national Belezma a regroupé des agriculteurs, des fabricants d'aliments, des spécialistes en nutrition, des chercheurs universitaires et des étudiants porteurs de projets des wilaya de Batna, de Sétif, de Khenchela et d'Oum El Bouaghi. La rencontre vise à faire connaître cette espèce de céréales et à encourager les agriculteurs à sa culture au regard de sa haute valeur nutritive comme aliment de bétail ainsi que pour la consommation humaine outre ses rendements importants. Le chercheur Abdelkader Benbelgacem de la Station régionale de Constantine de l'Institut national de recherche agronomique d'Algérie (INRA) a souligné que les expériences de culture de tritcale ont donné des résultats positifs avec l'obtention de nouvelles espèces agréées pour la culture en Algérie. Des ateliers similaires ont été déjà organisés dans nombre de wilaya dont Tlemcen et El Oued pour présenter cette espèce et les avantages de sa culture en Algérie. Amel Derdoukhe de la direction des services agricoles de Batna a souligné que le tritcal est une plante résistante à la sécheresse, aux changements climatiques et la salinité des sols qui peut être utilisée comme fourrage ainsi que pour la consommation humaine.

ORGANISÉE PAR LA CAISSE NATIONALE DE MUTUALITÉ AGRICOLE (CNMA)

Les filières agricoles stratégiques, thème d’une rencontre régionale à Constantine

Une rencontre régionale sur l'importance du développement de la filière céréalière a été organisée dimanche à Constantine sous le thème de "La protection et le développement de la filière céréalière, enjeux, défis et mécanismes". Organisée par la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) au Cercle régional de l'Armée, la rencontre vise à souligner l'importance de la filière céréalière pour la sécurité alimentaire nationale et à débattre de l'importance de l'assurance agricole comme moyen de protection des producteurs contre les risques naturels et économiques face aux changements climatiques et aux défis économiques actuels. Dans son allocution d'ouverture, le directeur-général de la CNMA, Cherif Benhabibès, a affirmé l'importance de l'assurance agricole en tant que "moyen efficace" de garantie de la pérennité de l'activité agricole et de la stabilité des revenus

des agriculteurs et producteurs, relevant l'importance de la généralisation de la culture de l'assurance dans les milieux agricoles et de la simplification des mesures d'adhésion à ce système. Il a également évoqué les formules d'assurance disponibles et de mesures incitatives mises en place par l'Etat pour encourager les agriculteurs à en bénéficier dont la réduction des taux de souscription et l'élargissement de la couverture pour inclure le plus grand nombre possible de risques. De son côté, le directeur-général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, Bilal Achacha, a indiqué que la participation de l'agence s'inscrit dans le cadre de son ouverture sur les secteurs stratégiques, notamment celui de l'agriculture et l'ouverture de perspectives aux diplômés universitaires et de la formation professionnelle pour s'impliquer dans les stratégies publiques de conso-

lidaion de l'entrepreneuriat dans les domaines à caractère prioritaire dont la céréaliculture qui représente un fondement primordial pour la sécurité alimentaire nationale. Il a également rappelé que l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat œuvre à accompagner les porteurs de projets en offrant formation, orientation et financement tout en accordant la priorité aux projets innovants à caractère écologique et durable, précisant que l'agence a financé plus de 13.000 micro- entreprises dans la wilaya de Constantine dont 760 activant dans le secteur agricole et 225 dans la filière céréalière. La rencontre a regroupé les représentants de 18 caisses de mutualité agricole des wilayas de l'Est et du Centre du pays, des cadres du secteur agricole, des experts en économie, des représentants d'organisations professionnelles, des agriculteurs et des producteurs de la filière céréalière.

SYMPOSIUM NATIONAL DE L'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE ET DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Sept projets en lice au concours «Algerian Energy Awards»

Sept porteurs de projets innovants dans le domaine de l'énergie sont en lice pour le meilleur prix du concours "Algerian Energy Awards" organisé, dimanche, par la Fondation AFEERE (Algerian Forum Economy Energy and Renewable Energy). Ce concours, organisé au niveau de la maison de l'environnement de la wilaya d'Oran, en marge du Symposium national de l'économie d'énergie et de l'efficacité énergétique, a vu la participation de 7 porteurs de projets de diffé-

rentes wilayas du pays, suite à une présélection parmi 25 projets, a indiqué le président de cette même fondation, Hocine Benchenine. Il s'agit de projets innovants dans le domaine de l'énergie, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, a-t-il précisé, ajoutant que le concours était ouvert pour des startups et des étudiants qui ont présenté, dimanche, leurs projets devant un jury composé de chercheurs et d'universitaires. "Nous avons même pré-sélectionné un

collégien d'une quinzaine d'années, qui a développé un projet d'une route intelligente, avec des ralentisseurs qui génèrent de l'énergie", a-t-il expliqué, ajoutant qu'ils ont choisi les projets école le mieux adapté à la thématique du symposium, à savoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, notamment un projet de pilotage des panneaux photovoltaïques, un système pour alimenter des embarcations maritimes en électricité via l'énergie solaire, un système pour la

maintenance intelligente de l'éclairage public, entre autres. Les lauréats de ce concours seront honorés, lundi, au 2e jour du Symposium national de l'économie de d'énergie et de l'efficacité énergétique, qui se tient au niveau de la salle de conférence de la Mosquée "Abdelhamid Ibn Badis", et dont le programme comporte des conférences animées par des experts spécialisés, des chercheurs et des responsables d'entreprises publiques et privées.

GHARDAÏA

Lancement d’une initiative écologique de volontariat au ksar de Melika

L'Association Tifaout (lumière en tamazight) du ksar de Melika (Ghardaia), œuvrant pour la mise en place d'une approche participative dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation environnementale, a lancé une initiative visant la prise en charge de la dégradation de l'environnement et du cadre bâti du Ksar, a-t-on appris dimanche des organisateurs. L'initiative, qui vise à promouvoir l'hygiène et l'assainissement à tous les niveaux pour améliorer la salubrité du ksar, a porté sur plusieurs actions, allant de la gestion de la collecte des ordures ménagères à la réparation des fuites sur les réseaux d'AEP et des eaux usées, ainsi

que sur l'embellissement, a affirmé à l'APS le chargé de communication de l'association Tifaout, Bakir Metahri. Ces actions quotidiennes sont organisées bénévolement, avec la participation des habitants du ksar, a-t-il précisé en expliquant que les volontaires, munis de balais et de pelles, sillonnent les ruelles pour éliminer la pollution de l'écosystème en sacs plastiques et procéder à la collecte d'ordures et détritux, en plus d'intervenir pour colmater les brèches et autres fissures des murs et façades et pour mettre en valeur les ouvrages ancestraux, tels les anciens puits et les fontaines. L'initiative est marquée aussi par la participation des enfants avec leurs

parents à ces activités d'utilité publique, en vue de leur inculquer le sens de responsabilité écologique, a souligné M. Metahri. Selon le président de Tifaout, Aissa Ouaisi Sekkouti, toutes les actions de l'association constituent une occasion pour la société civile de se mobiliser autour des questions liées à l'environnement. Créée en 2015, l'association a organisé de nombreuses activités de volontariat (plantation d'arbres, nettoiement du ksar, réhabilitation du bâti ancestral) ainsi que l'entretien du ksar et la lutte contre les insectes et animaux nuisibles (moustiques, scorpion, etc.), et ce, avec le financement de bienfaiteurs.